

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/CTE/M/4

10 octobre 1995

(95-3010)

---

## Comité du commerce et de l'environnement

### RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 12 SEPTEMBRE 1995

#### Note du Secrétariat

1. Le Comité du commerce et de l'environnement a tenu sa quatrième réunion le 12 septembre 1995, sous la présidence de M. l'Ambassadeur Juan Carlos Sánchez Arnau (Argentine). L'ordre du jour figurant dans l'aérogamme WT/AIR/143 a été adopté.
2. Le Président a noté que les travaux de la réunion seraient axés sur les points 6 et 7 du programme de travail arrêté à l'échelon ministériel. Les documents d'information établis par le Secrétariat étaient respectivement les documents WT/CTE/W/1 pour le point 6 et PC/SCTE/W/7 et WT/CTE/W/6 pour le point 7.
3. Le Président a aussi relevé que le Secrétariat avait établi une note, intitulée "Historique des négociations sur le champ d'application de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce du point de vue des prescriptions en matière d'étiquetage, des normes dont le respect est volontaire et des procédés et méthodes de production ne se rapportant pas aux caractéristiques des produits", qui avait été diffusée conjointement avec le Comité des obstacles techniques au commerce sous la double cote WT/CTE/W/10 et WT/TBT/W/11. Le Président poursuivait ses consultations informelles sur la possibilité de tenir avec le Comité des obstacles techniques au commerce une réunion informelle conjointe sur l'éco-étiquetage.

#### Point 6 du programme de travail

##### Effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, notamment pour les pays en développement et en particulier les moins avancés d'entre eux, et avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges

4. Le représentant de l'Inde a observé que les mesures environnementales couvraient un champ très large puisqu'elles comprenaient notamment les redevances et taxes à des fins de protection de l'environnement, les prescriptions concernant les produits, y compris les normes et règlements techniques, et les prescriptions en matière d'éco-étiquetage, emballage et recyclage répondant à des objectifs environnementaux. Il apparaissait de plus en plus clairement que ces mesures environnementales exerçaient des effets notables sur l'accès aux marchés pour les pays, en développement dans leur grande majorité, qui exportaient vers les marchés où elles étaient d'application. Les effets de ces mesures sur l'accès aux marchés posaient un problème touchant à bien des domaines et devaient être examinés par rapport à d'autres éléments, et non isolément. Selon la nature de ces effets, il était possible d'en analyser les causes pour parvenir à des conclusions et recommandations. Ces effets pouvaient être soit positifs, soit négatifs. Parmi les premiers, on l'avait noté, les mesures environnementales pouvaient offrir des possibilités de débouchés, mais celles-ci n'étaient pas toujours faciles à exploiter et elles exigeaient une expertise, des technologies et des ressources dont les nations commerçantes, dans leur grande majorité, ne disposaient pas toujours.

5. Pour l'intervenant, les effets négatifs sur l'accès aux marchés se définissaient comme tout ce qui rendait celui-ci difficile, plus coûteux ou impossible par suite d'un changement de situation dû à l'adoption de mesures environnementales ou de mesures commerciales à des fins environnementales. Les mesures environnementales entraînaient divers types d'effets défavorables sur l'accès aux marchés, dont le plus courant était la ponction de ressources financières qu'elles exigeaient de la part d'un pays opérant sur le marché où elles avaient été adoptées, qui risquait de devoir engager des dépenses substantielles pour s'adapter aux nouvelles normes, aux nouveaux règlements ou aux nouvelles prescriptions en matière d'emballage ou d'étiquetage. Si les ressources financières requises n'étaient pas disponibles, l'accès aux marchés deviendrait difficile, voire impossible. En admettant même que les mesures environnementales fussent nécessaires, efficaces et parfaitement justifiées, on pouvait se demander si le pays opérant sur un marché où de telles mesures avaient été adoptées devait avoir à en supporter le coût au lieu d'employer ces ressources financières à la réalisation de ses propres objectifs environnementaux, suivant le principe des responsabilités communes mais différenciées. La question revêtait d'autant plus d'importance que les pays qui adoptaient des mesures environnementales étaient des pays développés et ceux qui devaient s'en accommoder, presque toujours des pays en développement.

6. Les mesures environnementales avaient aussi un effet négatif sur l'accès aux marchés par le biais de la technologie et de l'expertise. Les prescriptions à finalité environnementale imposées pour les produits qui impliquaient des conséquences négatives pour l'accès aux marchés, par exemple, pouvaient faire intervenir des technologies et une expertise qui n'étaient pas disponibles dans tel ou tel pays ou ne l'étaient que dans des conditions restrictives. Autre élément, il fallait se demander si un pays avait accès aux matériaux qu'exigeaient les mesures environnementales prises par son partenaire commercial: les prescriptions environnementales concernant l'emballage, par exemple, pouvaient nécessiter l'accès à certains types de matériaux d'emballage que le pays considéré ne possédait pas, ce qui rejaillissait sur l'accès aux marchés. De plus, l'appareil administratif éventuellement requis dans le pays exportateur pour lui permettre de se conformer à ces mesures environnementales et s'y tenir revêtait de l'importance pour les pays en développement, et en particulier pour les moins avancés d'entre eux. Il importait de se rendre compte de la pléthore de mesures environnementales adoptées par les pays développés qui avaient des effets négatifs sur l'accès aux marchés. Dans la mesure où elles visaient aussi leurs exportations, les pays en développement étaient exposés à ces effets. L'étape suivante de l'analyse consisterait à déterminer pourquoi ces effets négatifs se produisaient et comment les éviter. Aux yeux de la délégation indienne, la plupart, mais non la totalité, d'entre eux tenaient au fait que les mesures commerciales n'étaient pas nécessairement la solution la meilleure ou la plus appropriée pour s'attaquer aux problèmes d'environnement et que les mesures environnementales reposaient sur des normes et critères arbitraires.

7. Etant admis que les normes environnementales étaient nécessairement différentes selon les pays, l'existence de normes moins rigoureuses dans un pays à faible revenu ne suffisait pas pour prétendre qu'elles l'étaient trop peu ou que ce pays les manipulait pour accroître sa compétitivité. Toute tentative pour harmoniser les normes par l'adoption de mesures environnementales ayant des effets notables sur les échanges serait par conséquent tout à fait hors de propos et contraire au but recherché. C'était l'imposition extraterritoriale d'une série de normes à travers des mesures environnementales qui entraînait les effets les plus négatifs sur l'accès aux marchés. Les critères à retenir pour l'adoption de mesures environnementales devaient être scientifiques, équitables et convenus au niveau multilatéral - faute de quoi, ils seraient arbitraires et se ramèneraient à un protectionnisme à peine voilé qui aurait des effets désastreux sur l'accès aux marchés.

8. Les mesures environnementales exerçant des effets notables sur les échanges devaient impérativement être compatibles avec le caractère ouvert, équitable et non discriminatoire du système commercial multilatéral, ou, en d'autres termes, conformes à ses composantes fondamentales, et notamment au traitement NPF et au traitement national, y compris une égalité effective des chances en matière de concurrence. Si l'article XX du GATT de 1994 jouait pour les mesures environnementales

ayant des effets notables sur les échanges, ce devait être à la condition que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existaient, soit une restriction déguisée au commerce international. En outre, les mesures environnementales devaient être nécessaires et efficaces au regard de leurs objectifs déclarés. La délégation indienne était prête à réfléchir pour voir si des modifications des dispositions des Accords OMC s'imposaient dans le cas des mesures environnementales ayant des effets notables sur les échanges. À cet égard, un renforcement et un accroissement des disciplines se justifieraient peut-être pour les dispositions de ces accords, afin que ces mesures ne soient pas appliquées abusivement et ne se soldent pas par des effets négatifs sur l'accès aux marchés. L'amélioration de l'accès des pays en développement aux marchés était capitale pour leur permettre d'assurer la protection de l'environnement et de parvenir à un développement durable. Il serait paradoxal que les pays développés adoptent des mesures environnementales qui empêchent les pays en développement d'atteindre ces deux objectifs.

9. Aux yeux de l'Inde, il était peu judicieux, arbitraire et stérile de chercher à faire reposer les mesures environnementales sur des critères se rapportant aux procédés et méthodes de production. C'était contraire à toute logique, car cela allait à l'encontre du principe fondamental selon lequel chaque pays possédait le droit souverain de choisir ses propres normes environnementales tout en acceptant sa part des responsabilités communes mais différenciées de la protection de l'environnement. Et c'était indéfendable en droit à cause de la dimension extraterritoriale et de la notion de "produit similaire" et de son interprétation jurisprudentielle dans le droit du GATT/OMC. La délégation indienne considérait les problèmes liés aux PMP comme une pente glissante sur laquelle il fallait éviter de s'engager. Pour résumer, si les mesures environnementales pouvaient avoir sur l'accès aux marchés des effets positifs aussi bien que négatifs, ceux qu'elles exerçaient dans les pays en développement paraissaient largement négatifs, ce qui était imputable au manque de ressources financières, de technologies, d'expertise et de matériaux ou à leur indisponibilité et à l'absence d'infrastructure administrative. Toutefois, ces effets négatifs pourraient être atténués ou éliminés si ces mesures reposaient sur des normes raisonnables, sur des critères à la fois scientifiques, transparents, convenus à l'échelon multilatéral et équitables et si elles étaient compatibles avec les dispositions fondamentales des Accords OMC. Il était légitime d'envisager d'améliorer et renforcer les dispositions de ces accords dans le cas des mesures environnementales afin qu'il n'en soit pas fait un usage abusif. L'idée d'adopter des mesures environnementales fondées sur des critères se rapportant aux PMP était extrêmement discutable et contestable du double point de vue juridique et environnemental et elle impliquait de graves conséquences pour l'accès des pays en développement aux marchés.

10. Passant au second volet de ce point de l'ordre du jour, le représentant de l'Inde a dit que la libéralisation du commerce et l'existence de marchés ouverts, non discriminatoires et équitables étaient pour les pays en développement la condition *sine qua non* de la réalisation des objectifs de la protection de l'environnement et du développement durable. Mais il fallait en outre des politiques environnementales appropriées aux niveaux national et international. La délégation indienne rejetait l'idée contraire qu'il ne fallait pas continuer à libéraliser le commerce sauf dans certaines circonstances très précises, car cette libéralisation était nécessaire à la plupart des pays en développement pour pouvoir progresser tant soit peu dans la voie de la protection de l'environnement et d'un développement durable.

11. De plus, l'idée d'une internalisation complète des coûts environnementaux était aussi inacceptable qu'irréaliste. Le Principe 16 de la Déclaration de Rio posait clairement que les autorités nationales devaient s'efforcer de promouvoir l'internalisation des coûts environnementaux et de privilégier le recours aux instruments économiques, vu que c'était en principe au pollueur de supporter le coût de la pollution, compte dûment tenu de l'intérêt général et sans fausser les échanges internationaux et l'investissement. Les facteurs à prendre en considération pour l'internalisation des coûts environnementaux étaient la faisabilité et la mesure dans laquelle il était possible de promouvoir ce principe. Sur ce point, c'était aux autorités nationales qu'il appartenait au premier chef de se prononcer, et il était douteux que des

pressions internationales exercées par le biais de mesures commerciales puissent vraiment donner des résultats. Sans doute l'intérêt général comptait-il beaucoup, mais c'étaient les autorités nationales qui étaient les mieux placées pour choisir les grandes orientations. En dernière analyse, le choix entre la qualité de l'environnement et la croissance des revenus relevait de la souveraineté économique de l'Etat. Il ne fallait pas l'oublier, l'internalisation des coûts environnementaux risquait de causer des distorsions dans le commerce international et les investissements, et c'était une erreur que de la considérer comme une fin en soi. Aussi la délégation indienne s'inscrivait-elle en faux contre l'assertion suivant laquelle les effets d'échelle de la libéralisation du commerce étaient négatifs tant que les coûts environnementaux de la production n'étaient pas intégralement internalisés et convenablement répercutés sur les prix du marché. Les Etats possédaient le droit souverain d'exploiter leurs ressources conformément à leurs normes et priorités environnementales. Il leur incombait seulement de faire en sorte que les activités relevant de leur juridiction ne causent pas de dommage à l'environnement d'autres pays ou régions au-delà de leur juridiction nationale. Ces problèmes environnementaux transfrontières, que les AEM permettaient le mieux de régler, étaient débattus dans le cadre du point 1 du programme de travail.

12. La délégation indienne avait noté les arguments qui retenaient la surconsommation, dans les pays de l'OCDE en particulier, comme source primordiale de dégradation de l'environnement global. C'est ce que reconnaissait le Principe 7 de la Déclaration de Rio en posant qu'étant donné la diversité des rôles joués dans la dégradation de l'environnement mondial, les Etats avaient des responsabilités communes mais différenciées. En outre, les pays développés avaient reconnu la responsabilité qui leur incombait dans la recherche d'un développement durable vu les pressions que leurs sociétés exerçaient sur l'environnement mondial et les technologies et les ressources financières dont ils disposaient. A cet égard, les données empiriques citées dans le document WT/CTE/W/1 fournissaient des indications dont le Comité pourrait s'inspirer pour formuler des conclusions. La délégation indienne approuvait l'idée maîtresse de la section I, à savoir que la libéralisation du commerce n'était pas simplement favorable à la réalisation des objectifs de la protection de l'environnement et du développement durable, surtout pour les pays en développement, mais en était aussi la condition *sine qua non*. De plus, la politique nationale de l'environnement était décisive pour faire en sorte que la libéralisation des échanges contribue à la protection de l'environnement comme au développement durable.

13. L'argument que la meilleure stratégie risquait d'être en pratique politiquement impossible, surtout si elle emportait de graves conséquences pour la compétitivité de l'économie intérieure, et la négociation d'un AEM de comporter de telles difficultés qu'une action unilatérale deviendrait nécessaire, péchait sur plusieurs points. En premier lieu, les conséquences sur le plan de la compétitivité étaient incertaines, et il existait une somme considérable de données et de recherches à ce propos. Deuxièmement, affirmer qu'une action unilatérale était nécessaire parce que la négociation d'un AEM serait difficile était dangereux et catastrophique dans ses implications pour le système commercial multilatéral. C'était là ce qui avait été désigné comme la "pente glissante", qui recélait la possibilité de ruiner toutes les règles régissant le système de commerce international. Ne fût-ce que pour cette seule raison, cette démarche était à rejeter.

14. Le document WT/CTE/W/1 relevait à juste titre que les arguments avancés en faveur de l'application de sanctions commerciales unilatérales pour assurer des modifications des politiques environnementales à l'étranger et du recours de la part des pays qui internalisaient leurs coûts environnementaux à des droits de douane de caractère compensatoire pour se protéger contre la concurrence des importations provenant de pays qui ne les internalisaient pas ne résistaient guère ni à l'analyse, ni à l'observation empirique. De plus, ces démarches soulevaient le problème de l'utilisation de la politique commerciale à des fins extraterritoriales autres que commerciales ou en vue de neutraliser des différences de compétitivité tenant aux dotations de ressources et aux contraintes environnementales nationales et/ou à des différences dans les priorités et les objectifs nationaux. Ce devrait être là des

raisons suffisantes de rejeter le recours à de telles restrictions commerciales en toutes circonstances. L'intervenant a demandé s'il serait de la moindre utilité de débattre de ces sujets qui touchaient à des aspects sortant manifestement du cadre du mandat du Comité. A son sens, les avis étaient quasiment unanimes sur les implications de ce genre de restrictions commerciales dans le cadre de l'OMC.

15. La représentante de l'Egypte a dit que le point 6 était une question touchant à plusieurs domaines et qu'il n'était pas facile de répondre à la multitude d'interrogations qu'elle soulevait. Certes, on pourrait toujours fondre ce point dans d'autres points du programme de travail, mais la délégation égyptienne craignait que l'on ne perde ainsi la focalisation sur l'accès aux marchés, surtout dans le cas des pays en développement, et en particulier des moins avancés d'entre eux. Ce point devait donc être traité à part, car il était au coeur du sujet, en particulier pour la place spéciale qu'il faisait aux pays en développement. De plus, l'étude des diverses mesures environnementales devait être centrée sur deux grands aspects: i) leur compatibilité avec une protection efficace de l'environnement, c'est-à-dire le point de savoir si les arguments écologiques déclenchant ces mesures étaient crédibles, et ii) les effets sur les marchés de réglementations nationales qui étaient différentes selon les pays, y compris les coûts de la mise en conformité avec les prescriptions nouvelles, qui risquaient d'être plus lourds pour les fournisseurs étrangers que pour les fournisseurs nationaux.

16. Les mesures environnementales avaient des effets positifs quand elles étaient à la source de créations d'emplois et de possibilités de débouchés. Elles avaient des effets négatifs lorsqu'elles restreignaient indûment l'accès aux marchés, servaient d'alibi à la protection de l'industrie nationale et devenaient par trop rigoureuses, perdant ainsi toute crédibilité et cessant d'être acceptables. Le document WT/CTE/W/1 analysait les avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges; il était tout aussi important aux yeux de la délégation égyptienne de s'occuper de l'autre volet du point 6, à savoir les effets des mesures environnementales sur l'accès aux marchés. Ce document relevait quelques aspects saillants de la question, que le Comité devrait étudier à fond, comme la progressivité des droits de douane et les obstacles non tarifaires, mesures faussant les échanges auxquelles les pays de l'OCDE avaient souvent recours. Ces mesures freinaient la progression des revenus dans les autres pays, en développement pour la plupart, entravaient leurs exportations de produits à forte intensité de main-d'oeuvre susceptibles d'être plus inoffensifs pour l'environnement et obligeaient leurs producteurs à se rabattre sur d'autres activités, et notamment à intensifier la production de produits provenant des ressources naturelles pour accroître leurs recettes d'exportation, ce qui causait à l'environnement des dommages dépassant éventuellement les limites du supportable.

17. La progressivité des droits était citée dans le document WT/CTE/W/1 comme une entrave à l'accès aux marchés pour les matières premières incorporant une valeur ajoutée. C'était le cas de la transformation des matières premières et des produits agricoles primaires. Il était noté que la progressivité des droits constituait un obstacle de plus à la diversification de l'activité économique en même temps qu'elle limitait les ressources disponibles pour mieux protéger l'environnement et réduire la pauvreté, dans laquelle la délégation égyptienne voyait la cause foncière de la dégradation de l'environnement dans les pays en développement. A ce propos, la représentante de l'Egypte a dit que la progressivité des droits s'était accentuée dans les grands pays développés dans le sillage du Cycle d'Uruguay. Il fallait étudier ces problèmes et en évaluer l'impact sur les exportations des pays en développement. Pour la délégation égyptienne, ces questions, et surtout l'incidence de la progressivité accrue des droits sur les produits agricoles et autres produits d'exportation des pays en développement, figuraient parmi les premières priorités du Comité.

18. Quant aux effets des mesures environnementales sur l'accès aux marchés dans le cas, en particulier, des pays en développement, sujet qui n'avait pas été traité dans le document WT/CTE/W/1, ils devraient, à son sens, faire l'objet d'une étude de fond. Celle-ci devrait comprendre un examen des options gouvernementales qui étaient liées aux mesures environnementales faisant obstacle à l'accès

aux marchés telles que les prohibitions frappant les produits chimiques, l'emballage, les normes, les règlements et les prescriptions concernant la teneur des produits en certaines substances. Il serait utile aussi de tirer parti des études de la CNUCED qui montraient que certaines mesures de politique environnementale avaient sur le plan de la concurrence des effets différents sur les pays en développement et les pays développés et élucidaient les différences de niveaux des coûts de mise en conformité que les pays devaient supporter pour respecter les mêmes règles et règlements. La délégation égyptienne appuyait la demande faite par la délégation suédoise au nom des pays nordiques en juillet 1994 d'associer la CNUCED aux travaux sur ces problèmes. Il serait utile d'examiner les prohibitions frappant les produits chimiques, et notamment de voir si elles étaient appliquées parce que le procédé de production était nocif et, dans l'affirmative, si elles pouvaient légitimer l'interdiction du produit fini, même lorsque lesdits produits chimiques n'y entraient que pour une infime proportion et pouvaient difficilement être nocifs. L'intervenante a demandé dans quelles conditions il serait décidé s'il était légitime ou non d'étendre les prohibitions au produit fini et sur quelles données scientifiques cette décision reposerait.

19. En second lieu, la représentante de l'Egypte a demandé dans quelle mesure on pouvait s'attendre à voir les pays développés interdire des produits en s'appuyant sur "l'évaluation partielle des risques" ou le "principe de précaution", ce qui serait une solution de facilité étant donné les problèmes complexes et les dépenses que comportait l'élaboration de lois instituant de telles prohibitions sur la base de normes techniques, de données scientifiques ou d'une évaluation complète des risques. Il faudrait que cette étude s'attaque aux problèmes de "l'évaluation des risques" et pèse les coûts économiques, y compris les effets sur les échanges, et les avantages environnementaux, ainsi qu'à la notion de "proportionnalité", telle qu'elle était analysée et mise en oeuvre dans les pays de l'OCDE. Cette étude pourrait offrir différentes formules possibles d'extension de cette notion en vue de son application au commerce avec les pays en développement. Elle devrait aussi être centrée sur les effets exercés sur les exportations des pays en développement, en particulier dans les secteurs qui étaient sensibles et fragiles sur le plan environnemental et fournissaient l'essentiel de leurs exportations, tels les textiles et vêtements, les chaussures, les articles en cuir et les ouvrages en bois. Elle devrait examiner les possibilités que certaines mesures environnementales entraînaient pour les exportateurs et les importateurs en matière de concurrence et voir si elles se trouvaient faussées pour ceux qui avaient supporté une part disproportionnée des coûts de ces mesures, et quel en était l'impact au regard des principes de l'OMC, notamment le traitement national et la non-discrimination.

20. Il y avait aussi la question du nombre des organismes à activité normative, entre lesquels il n'y avait pas nécessairement la moindre coordination. L'intervenante a évoqué les normes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) en matière de gestion de l'environnement, les normes environnementales sectorielles de la Banque mondiale destinées à servir de guide pour les prêts à des projets, les normes concernant les projets de l'Export-Import Bank (Etats-Unis), celles de l'OCDE et ainsi de suite. Avec tous ces organismes édictant des normes environnementales et tous ces efforts en cours simultanément, on risquait de voir surgir des programmes concurrents qui créaient de nouvelles tensions sur le plan du commerce et de l'environnement au lieu de résoudre celles qui existaient déjà. Il convenait d'examiner les conséquences que ces organismes à activité normative entraînaient pour l'accès aux marchés, des exportations des pays en développement en particulier. Il ne serait pas inutile d'étudier les différentes formules pouvant offrir des solutions, comme la convergence des politiques et l'établissement de normes à partir de données communes ou de référence. Aux yeux de la délégation égyptienne, la meilleure manière de procéder était de parvenir à un consensus international dans le cadre d'un AEM.

21. Le représentant de la Corée a souscrit aux observations des délégations indienne et égyptienne. Il a noté que la première partie du point 6 avait été débattue à plusieurs reprises, en particulier dans le cadre des points 3 et 4. Il convenait donc de mener les travaux au titre de ce point parallèlement aux discussions sur ces points connexes et en les mettant à profit, tout en prêtant spécialement attention aux intérêts des pays en développement. Pour ce qui était des liens entre la libéralisation du commerce

et la protection de l'environnement, ce n'étaient pas les échanges qui étaient la cause foncière de la dégradation de l'environnement. Les activités de production et de consommation pouvaient créer des problèmes d'environnement, et le commerce pouvait les amplifier. En d'autres termes, ces problèmes trouvaient leur source dans les carences de marchés ou de politiques qui n'internalisaient pas les coûts environnementaux, que les échanges pouvaient amplifier.

22. La délégation coréenne souscrivait aux principes généraux de politique économique et aux considérations de politique environnementale relevés dans le document WT/CTE/W/1, qui impliquaient plusieurs conséquences immédiates pour l'action gouvernementale. En premier lieu, les problèmes d'environnement devaient être traités à la source, et non à la frontière. Deuxièmement, les mesures commerciales devaient être neutres et ne pas être employées à d'autres fins que celles de la politique commerciale. Troisièmement, lorsque des restrictions des échanges étaient jugées nécessaires à des fins environnementales, il fallait tenir compte de leur coût d'opportunité, c'est-à-dire du manque à gagner par rapport à l'absence de restrictions. L'intervenant a réaffirmé l'importance du principe selon lequel il fallait un instrument d'action distinct pour chaque objectif de l'action. Relever les niveaux de vie par le commerce serait un objectif, améliorer le bien-être par la protection de l'environnement en était un autre. Le premier exigeait des instruments d'action axés sur la libéralisation du commerce, le second, des réformes appropriées de la politique environnementale intérieure et, au besoin, des efforts menés en coopération de la part des nations concernées. Le représentant de la Corée estimait lui aussi que les politiques commerciales devaient avoir pour but de réduire les obstacles au commerce tout en demeurant neutres pour l'environnement; si elles devaient alourdir (ou ne pas réussir à réduire) les coûts environnementaux, d'autres instruments d'action s'imposaient.

23. S'agissant des mesures particulières qui restreignaient ou faussaient les échanges et de l'utilité de leur élimination pour l'environnement, l'intervenant considérait qu'il fallait les analyser suivant les principes susmentionnés. L'élimination de restrictions et distorsions commerciales telles que la progressivité des droits de douane et les restrictions à l'exportation serait génératrice de nouveaux avantages sur le plan commercial comme sur celui de l'environnement en accroissant les ressources disponibles pour un développement durable et en permettant une exploitation durable des ressources lorsqu'elle serait réalisée dans le cadre de politiques nationales appropriées de gestion des ressources. A cet égard, il fallait rechercher avant tout comment appuyer et faciliter le renforcement des capacités et l'ajustement structurel dans les pays en développement, étant donné le profit que ceux-ci pourraient retirer de la libéralisation du commerce.

24. La représentante du Mexique a dit que ce point recouvrait deux questions-clés que le Comité devrait analyser à fond pour s'acquitter de son mandat, qui répondait au désir de trouver un moyen de renforcer les interactions positives des mesures commerciales et environnementales en vue de promouvoir un développement durable, en tenant spécialement compte des besoins des pays en développement, et en particulier des moins avancés d'entre eux, et sous une forme compatible avec un système commercial multilatéral ouvert, équitable et non discriminatoire. Elle considérait que le premier de ces aspects, à savoir l'effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, touchait à plusieurs questions et devait se retrouver dans tous les autres points du programme de travail. Sans doute différentes mesures commerciales et prescriptions environnementales étaient-elles étudiées dans le cadre d'autres points, mais c'était pour élucider les rapports entre ces mesures et les dispositions de l'OMC. Dans le cadre du point à l'examen, il s'agissait de déceler comment ces mesures affectaient l'accès aux marchés, des pays en développement en particulier, et, à partir de là, d'apprécier jusqu'à quel point le recours à ces mesures contribuait à un développement durable.

25. Si l'on se rappelait les délibérations antérieures et les diverses études du secrétariat, de la CNUCED et de l'OCDE, il était possible de distinguer les effets positifs et négatifs que ces mesures pouvaient avoir sur les possibilités d'accès aux marchés et les chances en matière de concurrence. Rappelant, à l'instar d'autres délégations, qu'il importait d'intégrer les travaux de la CNUCED et d'autres

organisations aux discussions, l'intervenante a évoqué les résultats des études empiriques de la CNUCED qui avaient été étudiés en juin 1995 par son Groupe de travail spécial du commerce, de l'environnement et du développement. Il ressortait clairement de l'analyse que les prescriptions qui apparaissaient comme la traduction de normes environnementales ambitieuses pouvaient avoir des effets positifs sur l'accès aux marchés et que cela dépendait de plusieurs facteurs, au premier rang desquels la capacité, sur les plans technologique et financier, des entreprises et des pays concernés de se conformer aux politiques environnementales. D'autre part, dans le récent rapport de l'OCDE sur les échanges et l'environnement, qui avait été approuvé au niveau des ministres en juin 1995 et que l'OCDE avait présenté au Groupe de travail spécial de la CNUCED, il était noté que des niveaux élevés de protection de l'environnement répondant à une politique gouvernementale ou à des préférences des consommateurs pouvaient avoir des effets positifs sur la compétitivité des producteurs nationaux et des pays concernés. Il y était aussi relevé que la création de nouveaux secteurs industriels avait été encouragée pour fournir le matériel et les services qu'exigeaient les nouvelles mesures de protection de l'environnement et les nouveaux créneaux commerciaux. Il était reconnu dans ce rapport que les pays appliquant des normes environnementales rigoureuses avaient toutes chances de détenir un avantage comparatif sur le marché en pleine expansion des technologies, du matériel et des services liés à l'environnement, que les normes environnementales rigoureuses étaient de plus en plus reconnues comme une arme commerciale et que les consommateurs, mieux informés des effets environnementaux, préféraient de plus en plus les produits qui ménageaient l'environnement.

26. Les nouvelles mesures et prescriptions environnementales avaient manifestement des effets positifs sur les possibilités de soutenir la concurrence, non seulement sur les marchés des produits précis qui étaient soumis à ces prescriptions, mais encore sur ceux des technologies, du matériel et des services connexes. Malheureusement, ces effets positifs étaient circonscrits aux pays qui avaient les moyens financiers et technologiques d'innover ainsi que d'explorer de nouveaux créneaux commerciaux. L'exemple de certaines mesures et prescriptions environnementales comme l'éco-étiquetage et l'écoconditionnement montrait bien que ceux-ci étaient de plus en plus employés comme une arme commerciale, et que tous les pays, et en particulier les pays en développement, devaient s'adapter à ces prescriptions, ce qui d'ordinaire leur coûtait fort cher, non point pour s'assurer, mais pour éviter de perdre des parts de marché. Certaines prescriptions nouvelles en matière d'emballage avaient notamment créé, pour les pays qui les appliquaient, des marchés d'emballages et matériaux d'emballage nouveaux, supplantant ainsi dans certains cas des emballages et matériaux traditionnels peut-être plus respectueux de l'environnement. Le fait de les imposer sur les importations en provenance des pays tiers avait des effets négatifs, non seulement sur l'accès aux marchés et les possibilités de soutenir la concurrence, mais encore sur l'environnement du pays exportateur, comme dans le cas des mesures et prescriptions se rapportant aux PMP. Ces dernières reposant sur des critères qui convenaient aux données de la situation environnementale et technologique des pays qui les appliquaient, elles avaient un effet discriminatoire sur les pays tiers, pour lesquels l'adaptation était coûteuse sur le plan économique et, dans bien des cas, contradictoire et/ou contraire au but recherché sur le plan environnemental.

27. Les analyses empiriques de la CNUCED fournissaient des exemples de cas où il pouvait être proportionnellement, et parfois dans l'absolu, plus coûteux pour les pays en développement de se conformer à certaines normes environnementales que pour les pays développés, du fait que l'absence d'investissements dans l'infrastructure nécessaire alourdissait le coût de la mise en conformité. De plus, les technologies et les intrants requis à cet effet n'étaient pas toujours disponibles puisque les critères retenus reposaient sur l'état de l'environnement et les technologies disponibles dans le pays qui les appliquait, ce qui pouvait aussi avoir pour effet de protéger ses industries nationales. De plus en plus, les nouvelles mesures et prescriptions environnementales portaient atteinte aux exportations des pays en développement dont l'incapacité de s'adapter jouait dans bien des cas comme un obstacle non tarifaire à l'accès de leurs produits aux marchés. Ces effets défavorables aboutissaient à un cercle vicieux, car plus les possibilités de soutenir la concurrence étaient limitées, moins il y avait de ressources disponibles pour investir et améliorer la politique environnementale. Les mesures environnementales



qui restreignaient l'accès aux marchés et réduisaient les possibilités commerciales des pays tiers, et surtout des pays en développement, ne faisaient rien pour promouvoir le développement durable ni assurer de meilleurs résultats à l'échelle de l'environnement mondial. Conformément à son mandat, le Comité aurait à trouver un moyen de faire en sorte que les nouvelles mesures et prescriptions environnementales n'entraînent pas ce genre d'effets défavorables et que leur application ne se solde pas par des avantages protectionnistes. Ces mesures devaient être compatibles, en droit et en fait, avec les principes fondamentaux de l'OMC, et en particulier la non-discrimination et le traitement national, ce dernier devant être appliqué de manière à assurer l'égalité des chances dans la concurrence. Veiller à cela serait apporter une contribution essentielle à la promotion du développement durable que le Comité s'était assigné comme objectif.

28. Pour promouvoir un développement durable, on pouvait encore envisager les avantages environnementaux de l'élimination de restrictions et distorsions des échanges tels que les subventions à la production et à l'exportation, qui serait directement bénéfique pour l'environnement lorsque ces subventions s'appliquaient à des produits plus polluants ou fabriqués suivant des procédés plus polluants que les produits importés concurrents. Il pourrait aussi être fort profitable de cesser de faire barrage aux producteurs concurrents qui dans d'autres pays avaient été obligés de se tourner vers d'autres activités plus dangereuses pour l'environnement et avaient subi une perte de recettes qui n'avait fait qu'aggraver le manque de ressources à consacrer à la protection de l'environnement. Si le Comité voulait renforcer les interactions positives du commerce et de l'environnement en vue de promouvoir le développement durable, il lui faudrait prendre la mesure des effets préjudiciables qu'exerçaient sur l'environnement les politiques appliquées par les pays qui protégeaient leur agriculture, secteur particulièrement sensible sur ce plan, et en tirer les conséquences. De même, il faudrait supprimer la progressivité des droits, qui portait directement ou indirectement atteinte à l'environnement.

29. Aux yeux du représentant de l'Australie, l'un des thèmes qui se dégagnaient clairement du document WT/CTE/W/1 était l'idée qu'il importait d'assortir la libéralisation des échanges de saines politiques environnementales. Cette libéralisation était porteuse d'avantages notables sur le plan de l'environnement en ce qu'elle favorisait une affectation et une utilisation plus rationnelles des ressources. Toutefois, ce potentiel ne se concrétiserait que si des politiques intérieures complémentaires étaient mises en oeuvre pour régler le problème des coûts environnementaux que comportait l'activité économique, et notamment faire une juste évaluation des biens environnementaux qui aide à décourager la dégradation et l'épuisement des ressources naturelles. Il était noté dans le document WT/CTE/W/1 que les divergences d'opinions les plus importantes au sujet des liens entre la libéralisation du commerce et l'environnement étaient celles qui concernaient la conception et l'ordre d'application des mesures à prendre pour éviter que la libéralisation du commerce ne vienne aggraver les problèmes d'environnement lorsque des politiques appropriées de protection de l'environnement et de développement durable n'avaient pas été mises en place. C'était là un domaine où des études empiriques, y compris les travaux de la CNUCED, pourraient être très utiles.

30. Si l'on voulait préserver un système commercial multilatéral solide, équitable et non discriminatoire, il fallait des politiques s'attaquant aux causes foncières des problèmes d'environnement pour éviter les restrictions injustifiées au commerce. En d'autres termes, les décideurs nationaux devaient assumer la responsabilité qui leur incombait de veiller à la mise en place de politiques de l'environnement appropriées ainsi qu'à leur amélioration, parallèlement à la croissance économique et à la mesure de ce qu'elle imposait comme exigences ainsi que des ressources dont elle permettait de disposer. Il n'y aurait de progrès sur le plan du bien-être social que si les gouvernements accordaient la même priorité à la maximisation de la qualité de l'environnement qu'à la promotion de la croissance économique. Un système de commerce multilatéral solide pourrait assurer un climat favorable à l'adoption de politiques environnementales nationales bien conçues, notamment pour promouvoir l'internalisation des coûts environnementaux. Les mesures dans ce sens risquaient de trouver un obstacle important dans la pauvreté, car les pauvres manquaient sans doute des ressources requises pour éviter la dégradation

de l'environnement. Offrir aux producteurs pauvres des possibilités d'accroître leurs revenus serait peut-être un élément indispensable pour créer des conditions propices à une utilisation plus durable des ressources, à une meilleure protection de l'environnement et à la mise en oeuvre de mesures d'internalisation des coûts environnementaux. En particulier, la Convention sur la lutte contre la désertification appelait l'attention sur le lien étroit qui existait entre les conditions socio-économiques, la pauvreté généralisée et la désertification et mettait en relief l'importance d'une action de la part de la communauté internationale pour créer un environnement économique international porteur afin d'appuyer les efforts nationaux de lutte contre la désertification.

31. Le système commercial multilatéral pouvait grandement faciliter les actions arrêtées par les décideurs nationaux pour s'attaquer aux grands problèmes d'environnement, et notamment la désertification, en créant des possibilités de revenus - mais en pratique, ces possibilités s'étaient trouvées sérieusement limitées. Les exemples de la progressivité des droits, des restrictions aux échanges agricoles et du commerce des textiles montraient depuis longtemps comment le recours des pays riches aux mesures commerciales pouvait limiter les options offertes aux autres pays et entraîner des conséquences importantes pour les transferts de revenus et la répartition des richesses. Les grandes puissances économiques s'étaient trop souvent servies de la politique commerciale pour faire retomber sur les autres pays les coûts imposés par leurs choix de politique intérieure. Le débat sur les liens entre la libéralisation du commerce et l'environnement offrait l'occasion de mettre ces problèmes en relief et d'avertir les opinions publiques nationales des conséquences néfastes qu'il pouvait y avoir sur le plan international à adopter des mesures commerciales et des mesures liées au commerce, notamment à des fins environnementales, sans souci des considérations d'équité.

32. Question fondamentale à poser lorsque l'on envisageait différentes mesures pour réaliser les objectifs de politique intérieure, il fallait se demander s'il en était parmi elles qui feraient retomber les coûts de cette réalisation sur d'autres pays. Il fallait profiter de la sensibilité accrue à l'environnement qui se manifestait dans bien des régions et de la vive attention aux dimensions planétaires des problèmes d'environnement dont elle s'accompagnait pour transmettre ce message aux instances nationales de décision. Pour commencer, il importait de considérer que de nombreux pays, aux prises avec une misère généralisée et de graves problèmes environnementaux, n'avaient qu'une part marginale au commerce mondial et étaient tributaires de l'exportation d'une poignée de produits de base. Le débat sur le commerce et l'environnement pourrait aider à susciter un regain d'attention à la situation de ces pays. Le lien étroit qui existait entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement soulignait la nécessité d'agir, notamment par la fourniture d'assistance technique, pour faire en sorte que tous les pays puissent mettre à profit les possibilités offertes par le système de commerce multilatéral de promouvoir des activités génératrices de revenus et durables. Les améliorations des possibilités d'accès aux marchés et des autres conditions commerciales demandaient à être complétées par une assistance à ces pays, et en particulier aux moins avancés d'entre eux, pour qu'ils adoptent des politiques qui traduisent ces possibilités en gains de bien-être social.

33. La délégation australienne considérait que le Comité pourrait s'attacher essentiellement à définir un certain nombre de domaines où le système commercial multilatéral pourrait contribuer à la promotion du développement durable, et notamment la progressivité des droits sur les produits transformés et une réforme plus poussée des politiques restreignant et faussant les échanges dans le cas des produits agricoles et autres produits provenant de ressources naturelles. Le commerce des produits agricoles était un secteur où les considérations d'environnement jouaient directement car il se trouvait en interaction plus immédiate avec l'environnement que la plupart des autres secteurs commerciaux. La surexploitation des ressources et les pratiques non viables pouvaient aboutir à une grave dégradation des terres et coûter cher dans l'avenir en baisses de productivité de l'agriculture. Dans bien des pays, il était d'une impérieuse nécessité de promouvoir une production agricole écologiquement viable pour pouvoir à la fois atténuer la pauvreté et protéger l'environnement. Le système commercial multilatéral pouvait jouer là un rôle important en créant des possibilités de revenus pour les populations rurales défavorisées.

Les échanges agricoles, on le savait, étaient un domaine où le système commercial multilatéral n'avait pas répondu au dessein des fondateurs du GATT. Les grands pays industrialisés s'étaient signalés par un affaiblissement des disciplines et par des politiques restreignant et faussant les échanges qui avaient contribué à un système de commerce agricole encourageant la surexploitation des ressources, de mauvaises pratiques en matière de gestion foncière et des injustices dans l'accès aux marchés et aux ressources. Dans ces pays, l'octroi d'aides à l'agriculture par le biais de mesures liées à la production avait aggravé les problèmes d'environnement. Comme la remarque en était faite dans le document WT/CTE/W/1, les études de la question donnaient à penser que ces mesures avaient exacerbé les problèmes d'environnement liés à la production agricole, en réduisant la diversité des cultures, en encourageant un usage excessif de pesticides et d'engrais, en aggravant l'érosion des sols, en favorisant des pratiques de production animale intensive associées à la pollution et au surpâturage et en étendant les zones écologiquement fragiles. Ces mesures avaient dans une grande mesure empêché les autres pays de suivre la voie d'un développement agricole et rural durable. Des politiques agricoles faussant la production avaient contribué à un environnement commercial agricole souvent caractérisé par des prix déprimés et instables, qui avaient considérablement réduit les revenus en milieu rural dans de nombreux pays, et par un effet de sape de la concurrence d'importations subventionnées sur la production locale. La faiblesse des prix et des revenus agricoles avait encouragé des pratiques agricoles peu recommandables qui dégradaient la base de ressources et entravaient les investissements dans une gestion foncière durable. L'Accord sur l'agriculture et les changements d'orientation intervenus récemment dans plusieurs pays étaient certes importants, mais ils ne représentaient qu'un premier pas dans la voie d'une réforme des politiques agricoles faussant les échanges. C'était le moment de prendre unilatéralement des mesures de réforme et de poursuivre la réforme engagée au niveau multilatéral pour permettre au système de commerce agricole d'évoluer dans un sens plus favorable à l'adoption de pratiques agricoles durables et à la création d'activités génératrices de revenus pour venir en aide aux défavorisés.

34. Le représentant de l'Australie a dit que le Comité avait sa contribution à apporter aux débats nationaux et internationaux sur les liens entre le commerce et l'environnement en soulignant que de bonnes politiques environnementales étaient le complément indispensable d'un système commercial multilatéral solide et que le système commercial ne pourrait remplir ses promesses de progrès sur le plan du bien-être social que si la croissance économique s'accompagnait d'une meilleure protection de l'environnement. Le Comité pourrait appeler l'attention sur les problèmes d'équité que soulevait le recours aux mesures commerciales et aux mesures liées au commerce, notamment à des fins de protection de l'environnement, et faire ressortir que les gains de bien-être obtenus dans un pays ne devaient pas être réalisés de manière à en faire supporter le coût à d'autres pays. De plus, il pourrait mettre en relief les considérations environnementales qui justifiaient un nouvel effort, notamment un renforcement de l'assistance technique, pour veiller à ce que tous les pays, et en particulier les moins avancés, puissent tirer profit du système commercial multilatéral et promouvoir des activités durables génératrices de revenus. Le Comité pourrait se concentrer sur les domaines dans lesquels de nouvelles réformes des politiques restreignant et faussant les échanges seraient de nature à faciliter grandement la promotion du développement durable, et notamment la progressivité des droits pour les produits transformés ainsi que les subventions faussant les échanges et les restrictions limitant l'accès aux marchés pour les produits agricoles et autres provenant des ressources naturelles.

35. Le représentant de Hong Kong a repris à son compte les idées maintes fois réaffirmées que le commerce n'était pas la cause foncière de la dégradation de l'environnement et que le mieux était de résoudre les problèmes d'environnement à la source par une politique de l'environnement. En ce qui concernait les liens entre les mesures environnementales et l'accès aux marchés, la délégation de son pays ne considérait pas, en règle générale, comme justifiées les restrictions apportées aux échanges pour des considérations d'environnement. Les sanctions commerciales étaient coûteuses pour les importateurs comme pour les exportateurs, car elles créaient des distorsions sur les marchés et risquaient d'être contraires et de porter atteinte aux règles et objectifs de l'OMC. En outre, elles étaient aussi

rarement nécessaires qu'efficaces pour atteindre des objectifs environnementaux. Et les sanctions commerciales ne se justifiaient pas non plus pour répondre à l'incidence des politiques environnementales sur la compétitivité des industries nationales. Rien dans les faits n'indiquait l'existence d'un lien systématique entre les politiques actuelles de l'environnement et un manque de compétitivité qui en résulterait.

36. La délégation de Hong Kong s'en rapportait à l'idée fondamentale que le commerce et l'environnement s'étaient mutuellement. C'étaient des arguments bien connus que le commerce induisait la croissance économique, l'investissement, l'éducation et les transferts de technologie et que l'amélioration des niveaux de vie, la prise de conscience du public et le savoir-faire technique étaient les conditions préalables d'une protection efficace de l'environnement. Il était particulièrement important pour les pays en développement, et surtout pour les moins avancés d'entre eux, d'avoir l'assurance d'une amélioration de l'accès aux marchés. Les études empiriques avaient détruit le mythe d'une libéralisation du commerce risquant d'aboutir à un abaissement des normes environnementales ou à des migrations d'activités vers des paradis pour pollueurs. L'intervenant a dit que le grand problème était pour les membres de savoir traduire ces idées en actes et tirer profit des complémentarités existant entre une politique environnementale judicieuse et la libéralisation du commerce. La progressivité des droits dans le cas des produits de base était un domaine prioritaire dans lequel il était possible d'obtenir des résultats.

37. L'intervenant a observé que le débat sur les problèmes d'environnement faisait surgir des questions, comme la notion d'internalisation des coûts, qui se révéleraient probablement très controversées et ne heurteraient sans doute pas directement les principes de l'OMC. La délégation de son pays était attentive aux conséquences qu'impliquait la proposition, évoquée dans le document WT/CTE/W/1, de s'attacher à concevoir des politiques environnementales plus efficaces en évaluant correctement les ressources environnementales. Ses partisans auraient à répondre, notamment, à des questions concernant la conformité avec les règles et disciplines de l'OMC. Il y avait par exemple des règles de l'OMC visant la fixation des prix des marchandises en deçà de leur valeur normale et les exportations subventionnées, mais il fallait des points de référence objectifs et quantifiables. Fallait-il considérer comme synonymes la proposition d'évaluer correctement les ressources environnementales et la suggestion de répercuter intégralement les coûts environnementaux sur les prix et, dans l'affirmative, s'agissait-il ainsi d'introduire l'idée de "droits antidumping écologiques" ou de "droits compensateurs écologiques", et comment serait alors déterminée la "marge de dumping" ou la "subvention"? Était-il raisonnable d'avancer que les gouvernements accordaient une subvention à l'exportation s'ils ne faisaient pas supporter à leur branche de production l'intégralité du coût de l'assainissement de l'environnement, par l'élimination des déchets ou le traitement des eaux, par exemple? Par ces questions, l'intervenant entendait insister sur les craintes de sa délégation, que d'autres partageaient peut-être, quant à la compatibilité des mesures environnementales avec l'OMC. Sa délégation ne voyait pas d'objection sérieuse de principe au principe pollueur-payeur - mais il fallait laisser aux membres la possibilité de décider du rythme auquel ils s'attaquaient à ce problème selon leur situation économique.

38. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a évoqué les problèmes essentiels que posaient les avantages environnementaux de l'élimination des distorsions commerciales. En premier lieu, les études empiriques ne fournissaient pas d'éléments prouvant incontestablement que la libéralisation du commerce eût systématiquement causé des dommages à l'environnement, mais il y avait une somme considérable de données indiquant qu'elle pouvait contribuer puissamment à la protection de l'environnement. Deuxièmement, il y avait peut-être des cas où cette libéralisation ne contribuait pas à la protection de l'environnement, mais l'instrument d'action le plus efficace résidait dans une politique environnementale rationnelle s'attaquant aux problèmes à la source, et non dans des mesures de politique commerciale qui s'y attaquaient à la frontière. Troisièmement, la libéralisation du commerce avait aussi pour avantages d'accroître l'efficacité de l'utilisation des ressources, en réduisant les demandes auxquelles l'environnement était soumis, de générer des ressources nouvelles pour régler les problèmes

d'environnement et celui de la pauvreté, d'accroître les revenus et par ce biais de réduire les taux de croissance démographique, de faciliter les exportations de biens et services respectueux de l'environnement et d'aider les pays en développement à diversifier leurs économies nationales. Quatrièmement, enfin, la libéralisation du commerce agricole apparaissait comme particulièrement bénéfique pour l'environnement.

39. La délégation néo-zélandaise envisageait ce problème en faisant une place particulière à la distinction entre les mesures qui procureraient des avantages environnementaux et seraient compatibles avec l'OMC et celles qui en procureraient peut-être aussi mais étaient incompatibles avec l'OMC. Ces deux types de mesures demandaient à être traités différemment. La libéralisation du commerce était positive pour l'environnement pour les raisons précédemment citées. Lorsque des effets négatifs s'exerçaient sur l'environnement, ils pouvaient d'ordinaire être tempérés par des mesures de politique intérieure appropriées. Il était évident aux yeux de la délégation néo-zélandaise que, dans la plupart des cas, les mesures commerciales protectionnistes n'étaient pas positives sur le plan de l'environnement.

40. Le document WT/CTE/W/1 indiquait des moyens pour les Membres de l'OMC de retirer des avantages environnementaux de mesures telles que l'élimination des distorsions des échanges, qui par ailleurs étaient compatibles avec l'OMC et présentaient l'intérêt d'éviter les divergences entre la réalisation des objectifs environnementaux et les obligations commerciales internationales, en même temps que de donner une expression concrète à la volonté de faire en sorte que le commerce et l'environnement s'étaient mutuellement, ce qui était l'un des objectifs d'Action 21. A propos du débat sur le choix entre la solution optimale et l'optimum de second rang, la délégation néo-zélandaise convenait que les gouvernements devaient s'efforcer de retenir la stratégie la plus efficace du point de vue de l'environnement, c'est-à-dire celle qui réglait le problème aussi près que possible de la source, plutôt que de se rabattre sur les meilleures solutions de rechange, qui étaient moins efficaces à cet égard. L'argument selon lequel une action unilatérale sous forme de mesures commerciales risquait d'être nécessaire lorsque les solutions optimales étaient en pratique politiquement impossibles, surtout si ces mesures entraînaient des conséquences négatives pour la compétitivité de l'économie nationale, allait à l'encontre de l'objectif de la promotion du développement durable par la libéralisation du commerce retenu dans l'Action 21. La délégation de son pays comme celles des autres pays de l'OCDE avaient rejeté les demandes de mesures commerciales protectionnistes ou incompatibles avec l'OMC destinées à compenser les effets négatifs, réels ou perçus comme tels, des politiques environnementales sur la compétitivité. Dans sa récente étude de l'internalisation des dommages causés à l'environnement dans le secteur agricole, la CNUCED concluait à la difficulté d'établir si c'étaient les distorsions commerciales ou environnementales qui, en général, coûtaient le plus cher en termes de bien-être. Que la perte de bien-être entraînée par une mesure de restriction commerciale appliquée faute de mieux eût été ou non compensée et au-delà par le gain environnemental, il y avait un argument solide contre l'utilisation de la politique commerciale comme instrument d'action en faveur de l'environnement. Comme la CNUCED le relevait dans son étude, c'était que le jeu politique n'était guère à même de faire le départ entre les revendications spécieuses et les demandes de protection légitime.

41. Au sujet des possibilités d'adopter des politiques commerciales et environnementales s'étayant mutuellement, le document WT/CTE/W/1 définissait plusieurs démarches compatibles avec l'OMC, qui étaient imparfaitement mises en oeuvre à l'heure actuelle, à savoir réduire la progressivité des droits dans les pays importateurs de produits de base, réduire certaines subventions stimulant la production, et, en particulier, le soutien à la production intérieure et les subventions à l'exportation de produits agricoles et réduire les mesures de protection à la frontière qui engendraient, surtout dans l'agriculture, une surproduction non viable. Il notait aussi que la progressivité des droits était manifeste dans les secteurs de la sylviculture, des industries extractives, de la pêche et de l'agriculture. Ses effets sur l'environnement dépendaient en chaque cas des données particulières de la situation, mais il apparaissait exact en général qu'elle encourageait, par divers moyens, des effets peu souhaitables sur l'environnement, de même qu'elle était généralement reconnue comme peu souhaitable dans l'optique de la politique

commerciale. Néanmoins, à l'issue du Cycle d'Uruguay, la progressivité des droits s'était accentuée dans les grands pays développés, pour les cuirs et peaux et les articles en cuir, par exemple. Cela donnait à penser, comme d'autres délégations l'avaient déjà indiqué, que c'était un domaine où il pourrait y avoir dans l'avenir des possibilités d'éliminer les distorsions commerciales, ce qui contribuerait aussi à une meilleure protection de l'environnement. D'autre part, le document WT/CTE/W/1 avait rappelé à la délégation néo-zélandaise que les restrictions, droits et taxes et autres impositions à l'exportation pouvaient produire l'effet inverse de la progressivité des droits et risquaient de fausser les décisions concernant l'implantation des installations de transformation des matières premières.

42. L'agriculture était désignée dans ce document comme un secteur précis où la libéralisation du commerce semblait bien devoir être spécialement bénéfique pour l'environnement. Les subventions liées à la production apparaissaient comme particulièrement coupables d'intensifier la consommation de facteurs fixes de production, de décourager la diversification, d'entraîner le surpâturage et la mise en culture de terres marginales ou, lorsque des mesures de type "mise en jachère" la tempéraient, une pression à l'intensification de la production sur les terres restant disponibles, de stimuler l'emploi intensif de produits agrochimiques et de réduire les revenus agricoles en inhibant les hausses de prix sur les marchés mondiaux, conduisant ainsi dans bien des pays en développement à un appauvrissement des campagnes dommageable pour l'environnement. Outre leurs effets négatifs sur l'environnement, la délégation néo-zélandaise tenait à souligner les effets préjudiciables que les subventions ciblées à l'exportation avaient sur les producteurs efficaces, et en particulier sur ceux qui recouraient aux méthodes de production extensives, dont il était généralement admis qu'elles causaient moins de problèmes environnementaux que l'agriculture intensive.

43. Il y avait deux mises en garde importantes à ajouter à l'affirmation avancée dans le document WT/CTE/W/1 selon laquelle les restrictions et les distorsions du commerce des produits agricoles étaient progressivement démantelées grâce aux résultats du Cycle d'Uruguay. De fait, celui-ci avait permis d'obtenir de faibles réductions des subventions à l'exportation, mais les réductions minimales du soutien interne et de la protection à la frontière avaient été récupérées sous forme d'équivalents tarifaires élevés qui, dans certains cas, n'avaient qu'une incidence limitée sur les niveaux effectifs de protection parce qu'il y avait "tarification impure". Dans la perspective des politiques commerciale et environnementale, par conséquent, il serait prioritaire d'obtenir dans les négociations futures des réductions réelles substantielles du soutien interne et de la protection des producteurs nationaux, ainsi que des réductions accélérées des subventions à l'exportation. La délégation néo-zélandaise était consciente que, dans certains pays, l'élimination des distorsions du commerce agricole se solderait par une élévation des revenus des agriculteurs les plus efficaces, ce qui, selon certaines analyses, aurait dans les pays en développement un effet environnemental négatif analogue à celui que la surproduction faisait déjà sentir dans d'autres pays à l'heure actuelle. En pareils cas, la solution résiderait dans des politiques intérieures appropriées. Il fallait aussi relever dans cette perspective les différences fondamentales qui existaient entre les modèles d'utilisation des ressources respectifs des pays développés et des pays en développement. Une élévation des revenus permettrait à ces derniers de se doter d'une base économique plus rentable et plus diversifiée, de ne plus devoir mettre en culture autant de terres marginales et de disposer d'un supplément de ressources pour s'attaquer aux problèmes d'environnement. On ne favoriserait pas le développement durable en leur refusant l'accès de leurs produits aux marchés, en déprimant les prix par le biais de restrictions et de distorsions commerciales ou en conservant une politique aboutissant à des pratiques marquées par l'inefficacité et le gaspillage dans le pays donneur de subventions.

44. Il faudrait d'autre part surveiller les effets sur l'environnement et le commerce des politiques de remplacement. Dans le cas des subventions destinées à encourager certaines pratiques agricoles respectueuses de l'environnement comme l'agriculture biologique ou le pâturage contrôlé, on pouvait se demander dans quelle mesure elles étaient dissociées de la production, même si elles tendaient à la réduire. A ce propos, la délégation néo-zélandaise souscrivait à l'idée défendue par l'OCDE que

les aides à la lutte contre la pollution financées sur fonds publics "ne devaient pas créer de distorsions notables des échanges internationaux et de l'investissement". Il était en outre noté dans le document WT/CTE/W/1 que le subventionnement de la réduction et de la prévention de la pollution, déjà peu recommandable comme mesure de politique commerciale, n'était en outre pas compatible avec le principe pollueur-payeur.

45. Au sujet des autres secteurs de produits présentant de l'intérêt pour la délégation néo-zélandaise, ce document évoquait la crainte que la libéralisation du commerce n'encourage la mise en culture de terres forestières marginales dans les pays exportateurs. Certaines études de cas indiquaient l'existence de quelques problèmes très réels à leur sujet, mais il ne fallait pas oublier que l'absence de libéralisation risquait aussi d'accroître les pressions qui s'exerçaient sur l'environnement dans les pays où le secteur agricole était protégé et la demande intérieure vigoureuse. Par surcroît, lorsque les prix des produits de base agricoles se trouvaient déprimés par le jeu des distorsions commerciales, les populations rurales tombaient dans un état de pauvreté qui risquait d'encourager les pratiques non viables, souvent dans les zones de forêts. Peut-être serait-il utile de voir par quels moyens des mesures compatibles avec les règles de l'OMC pourraient contribuer à un développement durable. Si, par exemple, du fait de la progressivité des droits, les taux de protection effective des produits forestiers découlant du Cycle d'Uruguay étaient proches de 30 pour cent, décourageant ainsi les investissements dans une gestion durable des forêts dans les pays exportateurs, des droits de douane substantiellement réduits sur les produits forestiers pourraient au contraire faciliter une telle gestion.

46. En ce qui concernait la crainte que les disciplines commerciales ne puissent compromettre l'application de normes environnementales nationales élevées, la délégation néo-zélandaise considérait que des normes plus strictes n'étaient pas exclues par les règles commerciales, mais devaient être conformes aux disciplines convenues. S'agissant des "paradis pour pollueurs", elle était convenue avec celles des autres gouvernements membres de l'OCDE dans le rapport aux Ministres de 1995 que les travaux d'analyse effectués jusque-là n'avaient pas permis d'établir de relation systématique prouvant que certains pays appliquaient délibérément des normes environnementales peu rigoureuses, pas plus qu'ils n'avaient fourni d'indications de migrations appréciables d'activités vers les pays qui appliquaient les normes les plus souples. Le Comité devrait étudier les avantages de la libéralisation du commerce pour l'environnement, qui pourraient être multiples et tangibles. Bien que le débat eût été centré sur le secteur des produits de base, beaucoup des arguments évoqués par la délégation néo-zélandaise valaient aussi pour d'autres secteurs économiques.

47. Le représentant de l'Argentine a fait valoir qu'il était essentiel d'examiner les distorsions faussant le système de formation des prix en expliquant l'importance que cette question revêtait pour l'environnement. Les échanges commerciaux n'étaient pas à l'origine des problèmes d'environnement qui, en fait, tenaient principalement aux carences du marché et de l'action gouvernementale. Il était indispensable de commencer par reconnaître et éliminer ces défauts pour corriger ce qui pouvait laisser à désirer sur le plan environnemental dans le système de formation des prix. Cela étant, il était possible de déterminer les défauts des interventions ou des orientations que l'OMC était en mesure de considérer comme ceux qui avaient une incidence négative sur le commerce international et étaient transmis par son intermédiaire. L'octroi de subventions et la progressivité des droits de douane étaient probablement les plus perniciose du point de vue de l'environnement.

48. Quant aux effets de ces mauvaises orientations sur l'environnement, ils consistaient principalement, a indiqué l'intervenant, en distorsions des prix qui rejaillissaient sur le système de répartition de la rémunération des facteurs intervenant dans le processus de production. Lorsque le prix des produits entrant dans le commerce intégrait le coût réel des facteurs jouant un rôle dans leur production et leur distribution, on pouvait estimer que la répartition de la rémunération et des ressources était efficiente et que le commerce international contribuait à la propager. Le coût réel de ces facteurs, en situation équilibrée de concurrence parfaite, était déterminé par le marché, c'est-à-dire par le libre

jeu de l'offre et de la demande. Par le biais du système de formation des prix, le marché déterminait la rémunération appropriée pour chaque facteur intervenant dans le processus de production, y compris les facteurs environnementaux tels que la terre ou d'autres ressources naturelles. D'où une tendance à l'exploitation de ressources naturelles dont la rentabilité était très élevée et dont l'exploitation économique représentait une atteinte minimale à l'environnement. Une mauvaise orientation, telle que l'octroi d'une subvention, serait à l'origine d'une surexploitation d'une ressource si elle se traduisait par une rémunération du facteur (ou de la ressource) en question qui ne permettait pas de couvrir le coût de reproduction (dans le cas de ressources renouvelables) ou était inférieure au coût de remplacement (dans le cas de ressources non renouvelables).

49. La progressivité des droits de douane, pour sa part, avait tendance à déplacer le traitement des produits en l'éloignant beaucoup de la source de production, ce qui avait des conséquences directes et indirectes pour l'environnement. Les premières étaient liées au fait qu'il fallait une capacité de transport plus importante pour exporter un produit sous sa forme primaire. Les secondes étaient en relation avec les restrictions à l'importation, et c'étaient principalement les pays en développement, obligés de surexploiter leurs ressources pour se procurer les recettes en devises nécessaires, qui en faisaient les frais. Dans le cas des produits de base, et pour les raisons citées précédemment, les effets de ces mauvaises orientations étaient répercutés sur les producteurs implantés au-delà du ressort territorial à partir duquel ces dernières étaient pratiquement "exportées". L'intervenant a présenté, à titre d'exemple, l'hypothèse d'un pays subventionnant l'utilisation d'engrais, considérés comme des substituts du facteur "terre", au point que la rémunération de ce facteur dans la composition du prix d'une culture s'en trouverait modifiée. Le facteur "terre" étant extrêmement important dans la ventilation des coûts d'une culture, une telle altération aurait une incidence sur le prix de cette culture. Si le pays était en outre un gros producteur et disposait de suffisamment de capitaux pour persévérer dans cette voie sur une longue période, cette mauvaise orientation finirait par affecter les prix internationaux de la culture en question et forcerait les producteurs situés au-delà du territoire relevant de sa juridiction à adopter l'une des solutions suivantes: appliquer un système de subventionnement équivalent, à supposer qu'ils disposent de ressources financières suffisantes; ou, au contraire, amputer la rémunération du "facteur terre", ce qui aurait pour conséquence une surexploitation des ressources; ou encore, abandonner le marché.

50. Les subventions pouvaient avoir un double effet négatif sur l'environnement. Par exemple, des producteurs implantés à l'intérieur du marché où une subvention était accordée seraient encouragés à accroître leur consommation d'engrais, avec tous les inconvénients que cela représentait pour l'environnement, notamment la pollution des eaux souterraines et des cours d'eau. Les producteurs implantés hors du marché subventionné, ayant été forcés de baisser les prix de leurs cultures, devraient surexploiter le facteur terre, abandonner le système de rotation des cultures, utiliser des terres marginales pour leurs cultures ou se tourner vers d'autres cultures auxquelles leurs terres se prêtaient moins bien. Cela ne signifiait pas que le problème pût être résolu par l'application de restrictions commerciales supplémentaires pour contrebalancer les subventions, ce qui se produisait fréquemment et déclenchait des guerres de subventions entre gros exportateurs. Outre qu'elles entraînaient l'ensemble du système commercial international dans une spirale négative, ces restrictions supplémentaires ne permettaient guère de circonscrire le phénomène, surtout lorsque les conséquences d'une telle "défaillance" étaient exportées par un grand producteur. La solution consistait à coopérer pour l'effacer et protéger la liberté des échanges. En d'autres termes, lorsque le prix des marchandises commercialisées reflétait leur coût environnemental, cette liberté avait tendance à favoriser les produits écologiques; mais, lorsque le système de formation des prix était déjà faussé, ce n'était pas une solution satisfaisante du point de vue de l'environnement que d'encourager les restrictions commerciales.

51. C'était la raison pour laquelle la délégation argentine estimait que la clé de l'adaptation des modèles de production et de consommation aux objectifs environnementaux n'était pas l'application de restrictions commerciales, mais plutôt une politique adéquate de fixation des prix, permettant au



marché de répercuter les coûts du processus de production pour l'environnement. En effet, l'impact des activités économiques sur l'environnement concernait essentiellement les modèles de production et de consommation, lesquels étaient indépendants du lieu de la distribution des marchandises, à l'intérieur des frontières nationales ou au-delà. Le fait que les marchandises produites étaient distribuées à l'intérieur des frontières nationales ou au-delà pouvait favoriser la diffusion des conséquences positives et négatives du processus économique pour l'environnement, mais non les créer. Le commerce international, tout comme l'environnement, était donc la victime des distorsions du système de formation des prix: une subvention agricole, par exemple, pouvait avoir un effet négatif sur l'environnement et se traduire par une restriction à la liberté des échanges. La délégation argentine ne voulait pas dire qu'il suffirait en soi de remédier à de mauvaises orientations pour garantir une agriculture durable. Il était indispensable d'éliminer les distorsions commerciales ayant des incidences à la fois sur l'environnement et sur les recettes des producteurs victimes de ce genre de pratiques, surtout dans les pays en développement, mais cela ne suffisait pas. Sur d'autres points du programme de travail, tout dépendait de la question implicite de savoir quand et dans quelles circonstances le Comité serait disposé à accepter des restrictions au commerce pour un avantage environnemental. Pour le point à l'examen, en revanche, le problème en jeu se présentait sous un jour beaucoup plus favorable du point de vue de la liberté des échanges puisqu'il s'agissait de savoir quelles restrictions commerciales pourraient être levées pour obtenir des avantages sur le plan de l'environnement. A cet égard, la délégation argentine estimait qu'il existait manifestement une synergie positive entre la liberté des échanges et l'environnement.

52. Mettant l'accent sur l'analyse des distorsions affectant les produits de base, la délégation argentine a indiqué qu'à son avis le Comité devrait se concentrer sur elle, afin d'identifier celles qui avaient les conséquences les plus graves pour l'environnement et de proposer ensuite à la Conférence ministérielle une façon de procéder pour les éliminer. L'objectif du Comité serait double: promouvoir la liberté des échanges et améliorer l'environnement dans les pays producteurs. Le représentant de l'Argentine a fait valoir trois raisons économiques pour lesquelles il était nécessaire d'examiner les distorsions touchant les produits de base. Premièrement, comme ces produits se trouvaient au début de la chaîne de production, toute distorsion introduite dans la formation de leurs prix par une intervention telle que l'octroi d'une subvention aurait une incidence potentielle sur la totalité de l'offre des produits dans la fabrication desquels ils entraient. Deuxièmement, étant donné la structure des coûts des produits de base, toute distorsion dans l'évaluation du facteur environnement aurait un effet considérablement plus important qu'une distorsion équivalente sur la structure des coûts d'un produit manufacturé. Troisièmement, les produits de base étant fongibles, toute distorsion créée par une subvention se transmettait immédiatement au système des prix internationaux, et, par conséquent, le commerce international facilitait la projection des effets négatifs que cette subvention pouvait avoir sur l'environnement.

53. Pour le représentant de l'Argentine, il importait que toutes les recommandations que le Comité pourrait formuler à l'intention de la Conférence des ministres reflètent un équilibre entre les intérêts en présence et les sujets inscrits au programme de travail. A cet égard, sa délégation avait trois observations à faire. Premièrement, les sujets étudiés actuellement au sein de ce nouvel organe de négociation, à savoir les rapports entre le commerce et l'environnement, portaient essentiellement sur les conséquences des processus et méthodes de production (PMP) pour l'environnement. En revanche, les objectifs concernant la consommation n'étaient envisagés que marginalement. Même dans le cas des éco-étiquettes, censées rectifier les modèles de consommation en incitant le consommateur à donner la préférence à tel ou tel produit plutôt qu'à tel autre après avoir comparé le tribut que chacun prélevait sur l'environnement, l'information à l'intention des consommateurs était axée le plus souvent sur une évaluation des PMP. C'était ce qui se passait par exemple pour les normes à l'examen dans des secteurs sensibles pour les pays en développement tels que les chaussures et les textiles. La délégation argentine considérait que les questions en jeu concernaient presque exclusivement les PMP, alors que les objectifs en matière de consommation paraissaient être exonérés de toute responsabilité à l'égard de

l'environnement. Deuxièmement, il existait un lien direct entre les PMP et le facteur capital dans toute société. Plus elle était riche en capital, plus elle pouvait être appelée à devoir sacrifier des recettes immédiates au profit de recettes futures ou d'un avantage immédiat pour l'environnement. Paradoxalement, pour ce faire, les pays en développement, même s'ils étaient moins responsables de la dégradation de l'environnement à l'échelle planétaire, se trouvaient fréquemment amenés à adopter des positions défensives, comme s'ils étaient indifférents aux exigences de l'environnement. Les modèles de consommation étaient considérés comme une réalité qui leur échappait totalement. Sur ce point, les débats étaient finalement axés sur les conséquences négatives pour l'environnement de leur pénurie de capital. Troisièmement, sans pour autant souhaiter modifier l'ordre du jour des négociations sur les liens entre le commerce et l'environnement, car celui-ci sortirait alors du domaine de compétence du Comité, la délégation argentine tenait à souligner les possibilités qu'offrait le point à l'examen. Ce dernier ne débouchait pas sur une analyse des conséquences négatives de ce manque de capital pour l'environnement, mais plutôt sur celle des mêmes conséquences négatives de l'utilisation irrationnelle d'un excédent de capital. Pour toutes les raisons susmentionnées, la délégation argentine estimait que ce point devait être prioritaire dans l'ensemble de recommandations que le Comité soumettait à la Conférence ministérielle. L'intervenant a proposé qu'une fois achevé le bilan prévu pour octobre, un mécanisme informel et spécifique soit mis en place au sein du Comité en vue de déceler les distorsions commerciales dont souffraient les systèmes de formation des prix des produits de base, distorsions qui avaient l'effet le plus négatif sur l'environnement, et de proposer des mécanismes qui en assurent l'élimination.

54. Le représentant de la Norvège estimait que, d'une manière générale, les conclusions énoncées dans le document WT/CTE/W/1 coïncidaient avec les vues de sa délégation, à savoir, par exemple, que la libéralisation du commerce ou la croissance économique ne pouvaient à elles seules assurer les moindres avantages environnementaux en l'absence de cadre d'action approprié. Sans un tel cadre, la libéralisation des échanges risquait d'avoir, dans certains cas, des conséquences négatives pour l'environnement. Aucune loi du marché ne disait que les ressources supplémentaires provenant de la libéralisation ou de la croissance seraient automatiquement utilisées à des mesures environnementales. L'intervention gouvernementale pouvait et devait servir, par conséquent, à assurer l'internalisation des coûts environnementaux, sans laquelle évoquer l'idée du choix des actions optimales ne serait qu'un exercice théorique. Dans le monde réel, on ne pouvait pas toujours attendre jusqu'à ce que ces solutions idéales soient en place.

55. A propos des relations entre commerce, transport et environnement, la délégation norvégienne a relevé, dans le document WT/CTE/W/1, l'idée que le commerce était généralement tenu pour responsable de la pollution causée par les activités de transport et de distribution qu'il comportait. Toutefois, dans ce document, la question était examinée sous divers angles, par exemple en prenant en considération, dans les calculs, tous les coûts pertinents. Une telle honnêteté intellectuelle était importante pour la mission d'enquête du Comité et l'aiderait à formuler des recommandations sur l'éventuelle nécessité de modifier des dispositions de l'OMC. A cet égard, la délégation norvégienne était d'avis que le Comité devrait proposer des recommandations de fond. Les gouvernements des pays en développement aussi bien que des pays développés étaient globalement d'accord sur plusieurs accords environnementaux multilatéraux (AEM) pouvant avoir des effets sur les échanges. Restait à trouver des moyens de concilier la nécessité d'une application efficace des AEM avec les principes de base de l'OMC.

56. La délégation norvégienne estimait que l'accent qui était mis, dans la partie II du document WT/CTE/W/1, sur les effets des restrictions et distorsions commerciales sur l'environnement, était plus utile que la démarche opposée, fréquente dans les débats sur le commerce et l'environnement. Les exemples présentés donnaient à penser qu'il pouvait y avoir coïncidence d'intérêts entre la libéralisation du commerce et la protection de l'environnement. C'était le cas de celui de la progressivité des droits de douane, laquelle, dans certains secteurs, incitait à extraire davantage de matières premières,

ce qui avait des conséquences négatives pour l'environnement et renforçait les obstacles à la diversification économique dans les pays en développement. Il y avait là une utile leçon à retenir.

57. Le représentant de la Suisse s'est attaché surtout aux mesures de protection de l'environnement relatives aux normes de produits et aux PMP. Les politiques environnementales intérieures étaient devenues de plus en plus importantes et, dans de nombreux pays, comme le sien, on pouvait observer une sensibilisation croissante aux questions d'environnement et, en particulier, un accroissement chez les consommateurs de la demande de produits ne portant pas atteinte à l'environnement. Cette tendance générale indiquait que l'environnement retenait davantage l'attention, ce qui pourrait déboucher sur l'adoption, par le secteur privé et les gouvernements, de normes environnementales plus strictes concernant les produits en eux-mêmes et les produits en liaison avec les processus de production, ce qui pourrait avoir des incidences sur l'accès aux marchés.

58. En vertu de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, les pays pouvaient adopter des normes obligatoires pour les produits lorsqu'elles étaient nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. Si légitimes qu'elles fussent, ces normes pouvaient créer des difficultés pour les producteurs des pays en développement qui devaient adapter leurs produits à ces prescriptions ou en évaluer la conformité selon les procédures définies dans ces normes. Pour faire face à l'évolution des préférences des consommateurs, des systèmes d'éco-étiquetage avaient été établis et étaient appliqués depuis quelques années. Des préoccupations au sujet de l'impact que ces systèmes pourraient avoir sur les échanges avaient été exprimées par un certain nombre de pays en développement. A cet égard, l'application d'éco-étiquettes étant, dans la plupart des cas, facultative, un produit pouvait être vendu sans ce genre d'étiquette. Actuellement, la proportion de produits portant de telles étiquettes était encore assez limitée sur le marché, ce qui laissait aux produits non étiquetés la possibilité de les concurrencer. Par ailleurs, les produits avec éco-étiquettes étaient souvent vendus à des prix plus élevés que ceux qui ne remplissaient pas les conditions requises pour porter une éco-étiquette. En conséquence, l'éco-étiquetage n'avait pas forcément une incidence négative sur l'accès aux marchés. Les coûts de mise en conformité étaient sans doute élevés pour certains exportateurs, surtout lorsque, dans les conditions à remplir pour recevoir une éco-étiquette, il n'était pas tenu compte des spécificités des producteurs et lorsque les systèmes d'éco-étiquetage comprenaient des prescriptions relatives aux PMP. Pour que les pays en développement puissent plus facilement adapter leurs produits aux normes environnementales élevées et accéder à des procédures complexes d'évaluation de la conformité, une assistance technique des pays développés pourrait être très utile. A cet égard, une large participation aux travaux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) prenait toute son importance.

59. En ce qui concernait l'incidence sur le commerce des politiques intérieures et des conditions spécifiques d'accès aux marchés, la transparence était un facteur important. Pour éviter que des prescriptions environnementales spécifiques ne créent de nouveaux obstacles au commerce, des mécanismes tels que la consultation entre pays importateurs et pays exportateurs étaient indispensables. Ceux qui existaient déjà pour assurer la transparence risquaient de ne pas être suffisants et, même s'ils l'étaient, un problème de mauvaise application pouvait se poser. Le secteur privé aussi bien que les gouvernements devaient promouvoir la transparence par des échanges d'informations, par exemple par l'intermédiaire du Centre du commerce international (CCI). Le Secrétariat devrait établir un document dans lequel seraient répertoriés les problèmes concrets des pays en développement en matière d'accès aux marchés et les solutions possibles. Cela aiderait également à bien préciser la stratégie du Comité concernant les travaux sur ce point et à mieux définir les résultats à obtenir. Un examen des obstacles concrets auxquels se heurtaient les pays en développement en quête de possibilités de nouveaux marchés ou d'extension de marchés existants permettrait de remédier à quelques-unes des nombreuses incertitudes qui entouraient les questions relevant du point à l'examen et, en outre, de voir comment étaient appliquées des dispositions actuelles de l'OMC comme l'article 12.3 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

60. S'agissant des avantages que l'élimination des restrictions et distorsions des échanges présenterait pour l'environnement, le représentant de la Suisse a rappelé que la libéralisation du commerce avait généralement une incidence positive sur l'environnement, en améliorant l'affectation des ressources sur le plan de l'efficacité, en favorisant la croissance économique et en augmentant le bien-être général, à condition de s'accompagner de la mise en oeuvre de politiques de l'environnement efficaces. Cela dit, il pourrait être nécessaire d'imposer des restrictions au commerce dans un contexte multilatéral afin d'éviter des atteintes à l'environnement (par exemple, dans le cas du transfert de déchets dangereux). Il s'agissait là d'une question complexe et l'effet réel sur l'environnement de la réduction et de l'élimination des obstacles au commerce dépendait du stade de développement et du cadre d'action global de chaque pays.

61. Le représentant des Communautés européennes s'est intéressé aux aspects du point 6 qui concernaient l'accès aux marchés, qui devaient être abordés de manière concrète, selon la délégation communautaire, afin de définir pour le Comité un programme de travail équilibré et orienté vers des résultats d'ici à la tenue de la Conférence ministérielle. Il a rappelé que la CNUED en était arrivée à la conclusion que le commerce, l'environnement et le développement ne pouvaient plus être traités séparément pour parvenir à un développement durable et que les pays en développement avaient des inquiétudes particulières au sujet du débat sur le commerce et l'environnement. On comprenait beaucoup mieux déjà les rapports entre le commerce, l'environnement et le développement, mais de nombreux pays en développement considéraient encore avec appréhension les exigences croissantes de normes écologiques plus élevées dans les pays industrialisés. Les pays en développement s'attendaient à ce que les modes de production et les habitudes de consommation changent dans les pays développés, mais ils craignaient aussi que des règlements et des normes écologiques plus stricts n'entravent leurs possibilités d'accès aux marchés. La délégation des Communautés européennes était sensible à ces préoccupations; les questions de commerce et d'environnement devaient être abordées de manière à ne pas compromettre les perspectives de développement ni la tenue générale des exportations.

62. Pour parvenir à un développement durable, il fallait respecter les principes de la Déclaration de Rio, notamment ceux qui affirmaient la nécessité d'accorder une priorité spéciale à la situation et aux besoins particuliers des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés et des pays vulnérables sur le plan de l'environnement, et ceux reconnaissant que les normes appliquées par les pays industrialisés pouvaient ne pas convenir aux pays en développement et leur imposer un coût économique et social injustifié. Les questions environnementales d'intérêt général étaient complexes et supposaient un débat et des négociations entre les pays sur les priorités et les engagements en matière d'environnement, ainsi qu'un partage équitable du fardeau, de manière à tenir compte des responsabilités communes, quoique différenciées, des pays à des stades de développement différents. Le Comité avait pour tâche principale de trouver le moyen de contribuer à rendre compatibles et à faire que se soutiennent mutuellement le droit à une protection de l'environnement de haut niveau et le droit de tous les pays, en particulier des pays en développement, de profiter des échanges commerciaux grâce à des possibilités d'accès aux marchés.

63. Un certain nombre de dispositions faisant partie des Accords de l'OMC semblaient indiquer que le système multilatéral était disposé à donner aux pays en développement une certaine marge de manoeuvre dans l'application des mesures qui pouvaient avoir une incidence négative sur l'accès aux marchés. Quelques-unes de ces dispositions étaient liées à divers degrés aux mesures environnementales. D'autres dispositions, dont l'application n'était pas liée à des questions d'environnement, illustraient le traitement préférentiel qui avait été accordé aux pays en développement en matière d'accès aux marchés. Le Comité pourrait examiner quelle serait la meilleure façon de permettre aux pays en développement d'utiliser des calendriers de mise en oeuvre différenciés, comportant par exemple des exceptions limitées dans le temps ou d'autres formes de périodes de transition en ce qui concerne l'exécution des obligations à caractère environnemental qui se répercutaient sur l'accès aux marchés. Ce traitement préférentiel devrait être accordé à condition que ne soit pas compromise la réalisation

de l'objectif environnemental à l'origine des mesures. Le cas échéant, il faudrait faire une large place à l'assistance technique pour aider les pays en développement à respecter des normes écologiques plus élevées.

64. Une autre façon de donner une certaine marge de manoeuvre aux pays en développement pourrait être d'élaborer une clause *de minimis*, qui s'inspirerait de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Ainsi, malgré la mise en oeuvre intégrale de la mesure environnementale, les possibilités d'accès aux marchés seraient préservées lorsque le produit originaire d'un pays en développement ne contribuait que de façon marginale aux dégâts causés à l'environnement du fait de sa part de marché très faible. La délégation des Communautés n'avait pas analysé toutes les incidences juridiques que pouvait avoir cette proposition et elle n'avait pas non plus réfléchi au critère pouvant éventuellement guider sa mise en application. Néanmoins, il fallait faire preuve de souplesse lorsque l'on traitait des relations entre le commerce et l'environnement et de leurs répercussions possibles sur l'accès aux marchés. S'agissant de la création d'une base de données sur les mesures environnementales, cette proposition méritait d'être examinée plus à fond au titre du point 4 plutôt qu'au titre du point 6, afin de mieux comprendre à quoi elle pourrait ressembler. L'intervenant a toutefois insisté sur la nécessité d'éviter le double emploi avec des systèmes déjà mis en place par la CNUCED et le CCI. En outre, l'intervenant a souligné l'importance d'éviter toute duplication des notifications déjà prévues dans les Accords de l'OMC si la base de données devait reposer sur un mécanisme de notification. De manière générale, la délégation des Communautés demeurait déterminée à garantir le maximum de transparence pour les mesures environnementales susceptibles d'influer sur le commerce.

65. En réponse aux interventions concernant l'agriculture, la délégation des Communautés européennes souhaitait dissiper l'idée qu'elle était peu disposée à débattre, pour des raisons idéologiques, des rapports entre le commerce des produits agricoles et l'environnement. Le Comité devait néanmoins poursuivre une démarche axée sur des résultats et qui se fonderait sur l'élaboration d'un programme bien équilibré pour les travaux à venir. Cela étant dit, la tenue d'un débat sur l'agriculture au sein du Comité ne donnerait certes pas de résultats. Comme il avait été indiqué au cours de la dernière session de la Commission du développement durable, qui s'était penchée, entre autres choses, sur le développement agricole et rural durable, l'Accord sur l'agriculture représentait un progrès considérable vers la réforme des politiques agricoles. La Commission avait conclu qu'il fallait avant tout veiller à la mise en oeuvre intégrale de l'Accord de manière à ce que les distorsions affectant le secteur de l'agriculture soient réduites le plus possible. A cet égard, il convenait de ne pas sous-estimer, outre l'engagement de mettre en oeuvre l'Accord sur l'agriculture, le fait que la politique agricole commune était en train d'être réformée en profondeur de manière à décourager la surproduction intérieure, susceptible d'avoir des effets néfastes sur l'environnement. L'article 20 de l'Accord sur l'agriculture, intitulé "Poursuite du processus de réforme", disposait que "des négociations en vue de la poursuite du processus seraient engagées un an avant la fin de la période de mise en oeuvre", c'est-à-dire en 1999. Dans ce contexte, la délégation des Communautés européennes a estimé qu'il ne serait pas souhaitable que le Comité rouvre le débat sur l'agriculture car ce n'était pas le moment et il n'avait pas compétence pour le faire. Par ailleurs, s'il se lançait dans un débat philosophique sur l'agriculture, le Comité risquait de disperser son attention et de faire mauvais usage des maigres ressources dont il disposait.

66. Le représentant du Canada a déclaré que le commerce était essentiel pour créer de la richesse. Il était capital que le revenu national progresse si l'on voulait améliorer l'utilisation et la conservation des ressources. La croissance du revenu national permettait de dégager les ressources nécessaires pour la mise en oeuvre de politiques et de programmes intéressant l'environnement. Le commerce avait un effet multiplicateur sur les autres politiques économiques. Par conséquent, la délégation canadienne estimait que les effets néfastes pour l'environnement ne dépendaient pas du commerce en tant que tel, mais plutôt de modes de consommation et de production non viables. Les politiques commerciales saines qui favorisaient l'efficacité et la croissance économique avaient donc indirectement un effet positif sur l'environnement; inversement, les politiques commerciales restrictives qui faussaient

L'utilisation et l'affectation des ressources avaient des effets négatifs. Le message-clé de la CNUED concernant l'importance de la coopération et du partenariat entre les pays développés et les pays en développement lorsqu'il s'agissait de traiter des questions de commerce et d'environnement était toujours d'actualité. La délégation du Canada était sensible aux préoccupations des pays en développement qui craignaient qu'un certain nombre de mesures de protection de l'environnement, notamment dans le domaine de l'emballage et de l'étiquetage, ne leur posent des problèmes d'ajustement particuliers. La délégation du Canada avait proposé à ce sujet une manière d'envisager la question de l'éco-étiquetage et elle attendait avec intérêt le débat à venir au sein du Comité du commerce et de l'environnement et du Comité des obstacles techniques au commerce. Dans bien des cas, la situation particulière de chaque pays signifiait qu'il était indiqué, d'un point de vue environnemental, d'avoir des normes et des politiques différentes. A ce propos, l'intervenant s'est interrogé sur l'opportunité d'imposer des restrictions commerciales unilatérales qui se fondaient sur des normes nationales, d'autant plus que la délégation du Canada était fermement convaincue que le Comité devait tendre vers des normes convenues à l'échelle internationale afin de favoriser les objectifs de protection de l'environnement. La délégation du Canada s'inquiétait aussi de l'incidence défavorable des mesures de restriction des échanges, notamment de la progressivité des droits et des subventions agricoles qui faussaient les échanges commerciaux. Ces subventions limitaient l'accès aux marchés qui était offert aux producteurs à faibles coûts et elles étaient source de surproduction, ce qui non seulement avait de graves effets sur l'environnement, mais encourageait aussi d'autres pays à adopter des politiques agricoles non viables.

67. La progressivité des droits était une autre source de préoccupation importante. Au cours du Cycle d'Uruguay, la délégation du Canada avait insisté pour que l'on parvienne à une libéralisation sectorielle en utilisant la formule zéro pour zéro et en harmonisant les droits de douane. Beaucoup de progrès avaient été réalisés, mais il n'avait pas été possible d'éliminer la progressivité des droits qui entravait l'accès aux marchés dans certains secteurs-clés. Là encore, cette question était au coeur de l'utilisation judicieuse des ressources. La réduction de la progressivité des droits devrait avoir un effet positif, quoique indirect, sur l'environnement. Le Comité ne pouvait donc pas négliger le fait que les rapports entre la libéralisation des échanges et la protection de l'environnement étaient déterminants si l'on voulait parvenir à un développement durable. L'intervenant a rappelé que l'Argentine avait établi plusieurs rapprochements au sujet de ce point du programme de travail lors de son intervention à la réunion de novembre 1994. Le Comité devrait examiner les questions en discussion en tenant compte de ces rapprochements et de ces relations en prévision du bilan qu'il ferait en octobre.

68. Le représentant du Japon a dit qu'il était important de réunir des données empiriques au moyen d'études de cas, comme cela avait été fait dans le document WT/CTE/W/1. Néanmoins, le plus souvent, la théorie était en retard sur la réalité. Etant donné la nature diverse et la gravité des questions qui se posaient à chaque pays en matière d'environnement, il était peut-être risqué de s'en remettre à un modèle de commerce ou d'appliquer à tous les pays, y compris aux pays en développement, une prescription simpliste de nature générale. L'intervenant a reconnu l'importance des modèles théoriques dans le cas de mesures commerciales et de secteurs spécifiques, mais il fallait attendre avant de tirer pour chaque point une conclusion s'appuyant sur des preuves empiriques convaincantes. L'OCDE avait conclu que des politiques commerciales et des politiques de l'environnement qui s'étaient mutuellement aboutiraient à un développement durable, et qu'elles étaient un préalable à un développement écologiquement rationnel. Pour chacun des pays aux prises avec ces problèmes, le meilleur remède dépendait de facteurs tels la situation géographique et le stade de développement économique. Le commerce n'était pas responsable au premier chef de la dégradation de l'environnement. Toutefois, le commerce n'avait pas la même importance économique pour tous les pays et il était difficile de dire quelle incidence le commerce pouvait avoir sur l'environnement de manière générale. Il fallait se méfier du protectionnisme commercial déguisé. Il appartenait à chaque pays de déterminer quels étaient les meilleurs choix politiques en matière de commerce et d'environnement, mais l'OMC se devait de protéger le système commercial à base de règles du protectionnisme commercial déguisé et

de l'unilatéralisme qui était incompatible avec l'OMC. L'intervenant a cité à titre d'exemple les subventions et leurs effets sur l'environnement. Le risque existait que certains pays soient tentés d'avoir recours aux subventions pour maintenir l'avantage concurrentiel de leur industrie nationale.

69. S'agissant des questions transfrontières ou mondiales, l'intervenant a dit qu'il revenait à d'autres organisations internationales de jeter les bases d'un consensus international, et que celles-ci avaient un rôle déterminant à jouer concernant la mise au point de recours efficaces dans ce domaine. Il était d'autant plus important de parvenir à un consensus international si ces recours soulevaient des questions de politique commerciale. L'OMC n'était pas en mesure d'accomplir cette tâche toute seule; il appartenait plutôt aux organisations à vocation environnementale d'indiquer la marche à suivre et il fallait leur transmettre ce message. Bref, il fallait adopter un ensemble de mesures commerciales et environnementales équilibrées et taillées sur mesure pour correspondre à la situation de chacun des pays. Bien entendu, l'effort additionnel que supposait l'internalisation des coûts pour l'environnement serait effectivement facilité par l'assistance technique que les pays développés offriraient aux pays en développement. Dans le secteur agricole, l'Accord sur l'agriculture aurait des effets positifs sur l'environnement des pays en développement s'il était mis en oeuvre fidèlement.

70. Le représentant des Etats-Unis a fait état de l'incidence qu'avaient certaines mesures environnementales sur l'accès aux marchés et il espérait bien discuter plus en détail de mesures particulières. Concernant la deuxième partie de ce point de l'ordre du jour, il a fait remarquer que la libéralisation des échanges pouvait grandement contribuer à améliorer la protection de l'environnement lorsque les prix du marché reflétaient correctement la valeur des ressources environnementales. Lorsque ces ressources étaient sous-évaluées, le commerce pouvait contribuer à une dégradation de l'environnement et nécessiter des mesures d'ajustement. Parmi les mesures d'ajustement qui pourraient être prises parallèlement à la libéralisation des échanges, l'intervenant a mentionné le renforcement de la coopération et des régimes nationaux dans le domaine de l'environnement. Le Comité n'était pas l'endroit indiqué pour élaborer une politique internationale de l'environnement, mais les travaux à ce sujet devaient tenir compte des relations qui existaient entre l'internalisation des coûts et le commerce.

71. L'élimination des obstacles et des distorsions qui entravaient l'accès aux marchés pourrait représenter une contribution importante en matière de protection de l'environnement. Toutefois, pareille contribution ne pourrait porter fruit que dans le cadre de politiques nationales rationnelles en matière d'environnement. Le lieu de convergence entre les politiques commerciales et les politiques de l'environnement se situait essentiellement au niveau national et les évaluations environnementales nationales constituaient à cet égard un outil appréciable. Jusqu'à présent, la plupart des observations avaient porté sur l'incidence que pouvaient avoir les subventions sur l'environnement, notamment dans le secteur agricole, mais ce n'était là qu'un exemple des obstacles et des distorsions qui entravaient l'accès aux marchés et qui pouvaient également avoir des effets défavorables sur l'environnement. L'intervenant a indiqué à cet égard que les taux de droits élevés et les pratiques des entreprises commerciales d'Etat en matière d'exportation pouvaient stimuler artificiellement la production et créer des problèmes environnementaux. A l'évidence, l'amélioration des conditions et des garanties d'accès pour les produits, les services et les techniques de protection de l'environnement semblait offrir des avantages tant du point de vue de l'accès aux marchés que de celui de l'environnement.

72. La représentante de l'Uruguay a déclaré que l'analyse des questions relevant de ce point devrait s'inspirer d'Action 21 afin que le système commercial multilatéral contribue de manière positive au développement durable, notamment en améliorant les conditions d'accès aux marchés pour les pays en développement. Cette analyse comporterait plusieurs aspects qui revêtaient une importance fondamentale, en particulier la question de la progressivité des droits. La libéralisation des échanges serait particulièrement bénéfique pour l'environnement dans le secteur agricole. Les distorsions et les restrictions qui existaient actuellement dans ce secteur, comme celles dues aux subventions et au

système de formation des prix, avaient un effet négatif sur l'environnement aussi bien dans les pays à l'origine des subventions que dans les pays producteurs efficaces. Si celles-ci étaient éliminées, il deviendrait possible de mieux répartir les ressources. C'est pourquoi l'intervenante a déclaré que le Comité devrait se demander comment la suppression de ces mesures pourrait apporter une contribution positive à l'environnement, et pas simplement à quelques pays. L'intervenante a fait remarquer que les résultats du Cycle d'Uruguay au chapitre de l'agriculture avaient permis de faire un grand pas en avant. Néanmoins, il était également manifeste, compte tenu du mandat du Comité, qu'il restait encore beaucoup à faire dans la foulée du Cycle d'Uruguay si l'on voulait éliminer les mesures de distorsion et de restriction des échanges qui avaient des effets sur l'environnement et améliorer les conditions d'accès aux marchés pour les pays en développement. A ce titre, les deux aspects de ce point portaient sur une question essentielle, à savoir l'équilibrage des travaux du Comité avec les résultats attendus de la Conférence ministérielle.

73. Le représentant du Brésil a déclaré qu'il ne fallait pas perdre de vue au cours du débat sur ce point ce qui avait été dit à la CNUED, où l'attention de la communauté internationale s'était portée sur cette question d'une importance particulière pour la réalisation du développement durable. Il était clairement indiqué dans la Déclaration de Rio et dans l'Action 21 que l'élargissement des conditions d'accès aux marchés pour les produits des pays en développement aurait des effets bénéfiques sur l'environnement dans la mesure où il permettrait de dégager, entre autres choses, les ressources nécessaires pour améliorer les normes écologiques. La libéralisation des échanges était également essentielle au développement durable car elle favorisait une plus grande efficacité grâce à une meilleure répartition des ressources, permettant ainsi d'éviter la surexploitation ou l'utilisation non durable des ressources naturelles. La délégation du Brésil a dit partager quelques-unes des préoccupations exprimées par plusieurs délégations concernant les distorsions du marché qui étaient causées par des obstacles au commerce, non seulement par des mesures environnementales, mais aussi par des mesures commerciales qui avaient des effets importants sur l'environnement, notamment dans le secteur agricole. A la réunion de novembre 1994, la délégation du Brésil avait proposé que le débat sur l'accès aux marchés soit axé sur les points suivants: i) les effets des taxes intérieures sur les produits tropicaux; ii) les effets des subventions agricoles sur l'environnement; et iii) les difficultés auxquelles se heurtaient les pays en développement qui souhaitaient diversifier leurs exportations.

74. Premièrement, l'effet qu'avaient sur la compétitivité des produits tropicaux des taxes intérieures élevées pourrait être évalué car ces taxes équivalaient à un droit d'importation, même lorsqu'elles étaient conformes à l'article III, étant donné que les produits en question ne se trouvaient pas normalement dans les pays industrialisés. Deuxièmement, comme l'avaient indiqué plusieurs délégations, les subventions agricoles avaient pour effet non seulement de transférer des coûts et de redistribuer des recettes qui auraient pu être utilisées pour soutenir le développement durable dans les pays en développement, mais aussi de faire baisser les cours mondiaux des produits et d'encourager la surexploitation des ressources naturelles dans les pays en développement, qui avaient besoin des recettes provenant des exportations. Troisièmement, bien qu'Action 21 fasse écho aux efforts des pays en développement en vue de diversifier leurs exportations, cette tâche avait été rendue plus difficile par la progressivité des droits dans les pays industrialisés, progressivité qui dépendait du degré d'ouverture ou de transformation des marchandises importées. Contrairement à ce qui se passait dans les pays industrialisés, de nombreux pays en développement, dont le Brésil, avaient adopté un système tarifaire progressif dans le but d'encourager la production industrielle à plus forte valeur ajoutée. La délégation du Brésil a appuyé la proposition de l'Egypte voulant que le Secrétariat étudie les effets des mesures environnementales sur l'accès aux marchés en accordant une attention particulière aux pays en développement. Le mandat qui serait donné au Secrétariat concernant la réalisation de cette étude devrait également inclure les suggestions qui avaient été faites par la délégation du Brésil et les questions devraient être examinées à la lumière d'études de cas et non pas du seul point de vue théorique.



75. L'intervenant s'est dit d'accord avec l'observation selon laquelle les rédacteurs du document WT/CTE/W/1 auraient pu profiter des travaux de la CNUCED et solliciter l'apport d'autres organisations intergouvernementales pour préparer des documents d'information sur cette question. Si cette collaboration avait été sollicitée, la section sur le commerce du bois et des autres produits tropicaux dérivés du bois aurait mieux reflété l'état du débat international dans ce domaine. En l'espèce, la délégation du Brésil a déploré qu'on ait établi implicitement une relation dans le document WT/CTE/W/1 entre la gestion des forêts dans quelques pays et l'accès aux marchés en négligeant de tenir compte des faits récents dans ces pays. Bien qu'il fût manifeste que le recours à des restrictions commerciales avait des incidences incertaines sur le déboisement, la conclusion selon laquelle "un accord multilatéral semblait s'imposer" était prématurée dans ce cas particulier. La délégation du Brésil a estimé que cette partie du document WT/CTE/W/1 était injustifiée et mal équilibrée, d'autant plus qu'il n'était pas fait mention de la Déclaration de principes non juridiquement contraignante sur les forêts.

76. Le Président a déclaré que l'abondance de déclarations et de propositions qui avaient été faites concernant ce point avait contribué à établir une nette distinction entre les deux aspects de ce point, à savoir l'effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, et les avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges. A cet égard, il avait été largement admis que le premier aspect, c'est-à-dire l'accès aux marchés, touchait également à d'autres points comme l'éco-étiquetage et les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage. S'agissant du deuxième aspect, c'est-à-dire les avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges, les questions qui avaient été soulevées comprenaient l'incidence sur l'environnement des subventions et de la progressivité des droits, notamment dans le secteur agricole. A ce sujet, plusieurs délégations avaient des doutes sur l'utilité de poursuivre l'analyse de ce point dans sa dimension agricole.

77. En réponse aux demandes des délégations de l'Egypte, de la Suisse et du Brésil, il a été convenu que le Secrétariat préparerait une étude concernant l'incidence des mesures environnementales sur l'accès aux marchés en tenant compte des travaux de fond qui avaient été effectués dans ce domaine par d'autres organisations internationales, dont la CNUCED, et en s'appuyant sur des cas précis comme l'avait suggéré la délégation du Japon.

#### Point 7 du programme de travail:

##### Question des exportations de produits interdits sur le marché intérieur

78. Le représentant du Canada a présenté au nom des délégations du Nigéria et du Sénégal une communication qui était reproduite dans le document WT/CTE/W/11 et qui visait à établir un sous-groupe technique des produits interdits sur le marché intérieur; il a demandé au Comité d'arriver le plus tôt possible à un accord sur cette proposition. Comme cette proposition concernait le moyen de faire avancer le débat sur cette question, l'intervenant a suggéré qu'elle soit examinée lorsque le Comité ferait son bilan.

79. Le représentant du Brésil a rappelé que la délégation de son pays avait indiqué, lors de la réunion de février 1995, que les travaux du Comité devaient porter en priorité sur la question des produits interdits sur le marché intérieur, laquelle méritait d'être examinée de près, une fois que tous les points auraient fait l'objet d'un premier examen. Le Brésil avait déjà indiqué qu'il appuyait le libellé du projet de Décision de 1991 relative aux produits interdits ou strictement réglementés sur le marché intérieur. Quelques aménagements étaient peut-être nécessaires, mais les travaux à venir devaient faire fond sur ce qui avait été accompli par le Groupe de travail de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses, lequel avait obtenu un soutien important. Si le Comité poursuivait l'élaboration du projet de décision, il constaterait sans doute que les arguments invoqués contre son adoption à la réunion de février ne résisteraient pas à un examen minutieux, aussi bien du

point de vue technique que juridique. Ainsi, de l'avis de la délégation brésilienne, la notification de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur pouvait déboucher ou non sur l'adoption de mesures utiles par le pays importateur, qui était finalement responsable de la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux et de la préservation des végétaux sur son territoire. La Décision de Marrakech sur le commerce et l'environnement avait à l'évidence donné au Comité le mandat d'aborder cette question. Les mesures proposées dans le projet de décision rendraient beaucoup plus transparent le commerce des produits dangereux pour la santé des personnes et l'environnement. La délégation brésilienne a déploré que de nombreuses délégations aient estimé à la réunion de février que le projet de décision ne constituait qu'un bon point de départ pour les discussions à venir ou, pis encore, que la question devrait être reprise à zéro. Le Groupe de travail, qui s'était réuni de 1989 à 1991, avait déjà suffisamment examiné la question et toute proposition visant à reprendre ces travaux ne serait que prétexte à l'inaction.

80. La délégation du Brésil appuyait toujours fermement l'adoption du projet de décision, tel qu'il était libellé. Comme les importateurs des pays en développement ne disposaient pas des renseignements et des moyens nécessaires pour contrôler efficacement les importations de produits dangereux, ils devaient inévitablement s'en remettre au sens moral des pays développés qui pouvaient les aider à régler ce problème en adoptant des disciplines fondamentales en matière de notification et une clause de l'effort maximal, tel qu'il était proposé dans le projet de décision. Avec ce genre de mesures, la communauté internationale se donnerait les moyens de surveiller et de contrôler efficacement le commerce des produits dangereux qui n'étaient pas visés expressément par d'autres instruments internationaux. L'interdépendance de l'économie mondiale était aujourd'hui un fait, et il fallait donc envisager la possibilité d'interdire les exportations de produits interdits sur le marché intérieur, conformément au principe de la responsabilité commune mais différenciée qui avait été admis dans la Déclaration de Rio.

81. Le représentant du Sénégal a dit que la proposition qui avait été communiquée par la délégation de son pays et celle du Nigéria, à savoir le document WT/CTE/W/11, devrait être examinée lorsque le Comité ferait son bilan.

82. Le représentant du Nigéria a indiqué que la Conférence ministérielle approchait et que le Comité devait accélérer ses travaux. Il fallait que ceux-ci soient plus concrets, plus axés sur des résultats, plus orientés vers l'action et moins normatifs. Cela étant dit, la délégation nigériane a fait part de ses vues sur ce point. Malheureusement, le problème des produits interdits sur le marché intérieur n'avait pas disparu. Il était toujours présent et il appelait encore une action multilatérale concertée. De l'avis de la délégation nigériane, il était essentiel et nécessaire de définir des règles claires et non équivoques pour régir le commerce international des produits interdits sur le marché intérieur, lorsque cela était nécessaire. A la réunion de février et à l'occasion des vastes consultations que la délégation de son pays avait tenues par la suite, il avait été largement reconnu qu'il fallait des règles définies à l'échelle multilatérale. Toutefois, un certain nombre de délégations avaient soulevé des questions d'ordre général ou de caractère particulier sur lesquelles il faudrait aussi se pencher. On avait fait remarquer par exemple qu'il fallait bien identifier la gamme de produits visés. Dans un même ordre d'idées, il fallait aussi se demander s'il y avait des lacunes dans le corpus d'accords internationaux qui seraient visés par le projet d'Accord relatif aux produits interdits sur le marché intérieur. Un premier examen révélait que les produits visés comprendraient des produits de consommation, des cosmétiques, notamment ceux contenant des substances cancérogènes, d'autres substances nocives, certains produits pharmaceutiques ou vétérinaires ainsi que des additifs alimentaires.

83. Comme les pays Membres de l'OMC et ceux qui étaient signataires de la Convention de Bâle et de la Version modifiée des Directives de Londres n'étaient pas nécessairement les mêmes, des disparités existaient concernant non seulement la participation et la gamme de produits visés, mais aussi les échanges de renseignements. La conclusion, au sein de l'OMC, d'un accord relatif aux produits interdits sur le marché intérieur éliminerait ces disparités et améliorerait les échanges de renseignements.

Au sujet de la gamme de produits visés, il pourrait être utile que les Membres dressent une liste de pays ainsi qu'une liste des produits faisant problème. Par rapport à cette première question, quelques délégations craignaient que le projet d'accord ne fasse double emploi avec des travaux réalisés dans d'autres domaines. La délégation nigériane estimait que ce ne serait pas le cas. La gamme de produits envisagée et certains produits en particulier, comme ceux qui figuraient sur la liste communiquée par le Nigéria aux pages 4 et 5 du document DPG/W/5 de 1989, indiquaient que le risque de double emploi était minime et que l'accord pourrait, au contraire, renforcer le réseau d'instruments dans ce domaine. En outre, la délégation nigériane partageait le point de vue qui avait été exprimé dans le document WT/CTE/W/6 selon lequel la quantité d'informations échangée entre les parties, la périodicité de ces échanges, etc. variaient parce que les divers accords et instruments internationaux prévoyaient des procédures différentes. La délégation nigériane était persuadée que l'accord envisagé permettrait d'étayer les travaux effectués dans ce domaine et qu'il n'aurait pas pour effet de les saper ni de faire double emploi avec eux. Il s'ensuivait que tout accord relatif aux produits interdits sur le marché intérieur devrait nécessairement tenir compte des changements qui étaient intervenus depuis la rédaction du projet de décision.

84. A ce stade, la question qui se posait logiquement concernait le statut du projet de décision dans l'éventualité où le Comité déciderait d'aller de l'avant avec l'accord. De l'avis de la délégation nigériane, le projet de décision devrait tout simplement rester en plan. Néanmoins, comme il avait donné lieu à des travaux utiles, l'intervenant a indiqué que, si d'autres délégations étaient du même avis, le projet de décision pourrait offrir une assez bonne base de départ pour recommencer les travaux concernant le projet d'accord. La délégation nigériane a réitéré la position qu'elle avait déjà exprimée à la réunion de février selon laquelle le projet de décision offrait une bonne base de départ pour reprendre le débat dans l'espoir de parvenir à un accord. Sur le fond, on s'était aussi inquiété parce que les articles 2.3, 2.4 et 3.5 du projet de décision donnaient la primauté à des instruments internationaux susceptibles de renfermer des dispositions incompatibles avec l'OMC, que l'article 3.1 soulevait la question de l'extraterritorialité et que la question du recours à des mesures commerciales à des fins de protection de l'environnement n'était pas réglée.

85. A l'évidence, on s'entendait pour dire que les dispositions de l'accord devraient être conformes à celles de l'Accord sur l'OMC, qu'elles devraient être non discriminatoires et ne pas restreindre les échanges plus que de besoin. Cela étant entendu, toute ambiguïté qui subsisterait pourrait être dissipée en améliorant et en affinant le libellé. Il était admis que la question de l'extraterritorialité soulevait beaucoup de réticences. Pour la délégation nigériane, l'accord n'aurait pas pour objectif d'imposer de manière extraterritoriale les normes d'un pays à un autre pays. Pour la vaste majorité des Membres, cette démarche ne serait ni acceptable ni réalisable, du moins pas à ce sujet. Par contre, il fallait reconnaître la nature transfrontière du problème qui nécessitait une action concertée et convenue à l'échelle multilatérale de la part des pays exportateurs et des pays importateurs. Chaque pays était responsable de ses décisions en matière d'importation mais, parallèlement, les exportateurs étaient eux aussi responsables de leurs exportations. S'agissant des exportations de produits interdits sur le marché intérieur, il était logique de soutenir que les exportateurs devraient être en bonne partie responsables de surveiller et de contrôler l'exportation de produits dont - était-il nécessaire de le rappeler - la vente avait été interdite ou strictement réglementée sur le marché intérieur parce qu'elle présentait un danger pour la vie et la santé des personnes ou des animaux, pour la préservation des végétaux ou pour l'environnement. Le recours à une stratégie faisant appel à des restrictions commerciales à des fins de protection de l'environnement soulevait des réticences et comportait des risques, mais il comportait aussi des avantages. La complexité de cette question était, elle aussi, une autre raison qui justifiait avec force une action multilatérale concertée. Afin d'en arriver à des positions consensuelles, il fallait débattre encore de la stratégie et des principes d'action en s'appuyant sur des cas précis, comme on l'avait fait pour les produits interdits sur le marché intérieur.

86. Une autre question qui s'était nécessairement posée par la suite concernait les éléments essentiels qui devraient figurer dans l'accord. Pour la délégation nigériane, l'accord devrait comprendre la liste d'éléments suivants, qui n'était pas limitative: i) obligation pour les Membres de surveiller et de contrôler le commerce international des produits dont la vente, la distribution ou la consommation étaient interdites ou strictement réglementées dans le pays de production pour des raisons de santé ou de sécurité; ii) dispositions prévoyant l'imposition de restrictions à l'importation et de restrictions à l'exportation, les dispositions étant formulées dans ce dernier cas de manière à ce que l'imposition de restrictions soit subordonnée à une demande du pays importateur, par exemple; iii) obligations en matière de publication/notification et dispositions visant à garantir la plus grande transparence possible; iv) procédure d'information et de consentement préalables (ICP); v) mécanisme de règlement des différends lié à un régime de responsabilité/dédommagement; et vi) assistance technique destinée à former les fonctionnaires des pays en développement qui en avaient besoin.

87. Par conséquent, la délégation du Nigéria a estimé qu'il était nécessaire de créer un sous-groupe technique du Comité qui réglerait les détails et les difficultés d'un tel accord, accord que le Nigéria jugeait toujours indispensable. Certes, les réunions de un ou deux jours que tenait le Comité étaient utiles mais, si l'on voulait réaliser des progrès tangibles sur ce point et sur d'autres points, il semblait nécessaire et presque inévitable de créer des petits sous-groupes techniques ouverts à tous les Membres et fonctionnant de manière pleinement transparente. C'est pourquoi la délégation du Nigéria et celle du Sénégal avaient saisi le Comité de la proposition qui était reproduite dans le document WT/CTE/W/11 et qui avait été présentée par la délégation du Canada.

88. La représentante du Mexique a déclaré que la question des exportations de produits interdits sur le marché intérieur était l'un des éléments les plus importants des travaux du Comité. Considérant que le commerce était au cœur de cette question et que celle-ci appelait une action et une coopération multilatérales, la délégation du Mexique a remercié celle du Nigéria pour les recherches qu'elle avait effectuées dans ce domaine en ajoutant qu'elle examinerait attentivement les idées mises de l'avant par la délégation du Nigéria et d'autres délégations. Toutefois, à ce stade, l'OMC ne devait pas reprendre d'autres instruments internationaux ni s'aventurer dans des domaines qui n'étaient pas de son ressort, comme l'élaboration de la politique de l'environnement ou l'établissement de normes écologiques; des précautions devaient être prises pour que la coopération dans ce domaine ne débouche pas sur des mesures extraterritoriales. La délégation du Mexique partait du principe qu'il appartenait à chaque pays de définir et d'appliquer la politique et les mesures qui étaient nécessaires pour protéger la vie et la santé des personnes ou des animaux ou pour préserver les végétaux. Cela étant dit, il pourrait et devrait y avoir en principe une plus grande coopération en matière de transparence - grâce à des obligations de notification - et d'assistance technique. La délégation du Mexique espérait que les délibérations du Comité déboucheraient sur des résultats tangibles; pour elle, le projet de décision était le point de départ pour réussir dans ce domaine.

89. Le représentant du Japon a dit que la délégation de son pays ne s'opposait pas à la proposition visant à créer un groupe de travail qui serait chargé de débattre de manière plus approfondie de la question des produits interdits sur le marché intérieur. Il avait été noté qu'il était nécessaire d'adopter des mesures de restriction des échanges pour contrôler ces produits en raison des risques qu'ils posaient pour l'environnement d'autres pays, notamment des pays en développement. Cependant, il avait été déclaré également que ces mesures pourraient déclencher d'autres mesures de restriction des échanges qui viseraient à régler les problèmes environnementaux d'autres pays. A cet égard, cette question devrait être examinée dans l'optique de la protection de l'environnement et de manière à garantir la compatibilité avec les dispositions de l'Accord sur l'OMC. Par ailleurs, cette question pouvait être liée au débat sur le point 1, concernant les rapports entre les accords environnementaux multilatéraux et l'incompatibilité avec les dispositions de l'OMC.

90. Le représentant de la Suisse a dit que selon les renseignements figurant dans le document WT/CTE/W/6, la plupart des produits interdits sur le marché intérieur et des déchets dangereux étaient visés par les accords ou instruments internationaux existants, lesquels prévoyaient différents mécanismes d'échange de renseignements. Quelques-uns de ces instruments, comme le Protocole de Montréal et la Convention de Bâle, étaient juridiquement contraignants et avaient été ratifiés par un grand nombre d'Etats. Pour la délégation suisse, ces instruments semblaient traiter efficacement de la gestion des produits auxquels ils s'appliquaient et tout effort additionnel qui serait déployé au sein du Comité concernant l'exportation de ces produits ferait double emploi avec ce qui avait déjà été fait de manière efficace dans d'autres organisations internationales. S'agissant des produits chimiques et des pesticides, la délégation de la Suisse a salué la décision qui avait été prise à la dix-huitième session du Conseil d'administration du PNUE d'établir un comité de négociation intergouvernemental qui serait chargé de mettre au point un instrument juridiquement contraignant concernant l'application de la procédure ICP au commerce international de certains produits chimiques dangereux. Cet instrument préciserait les conditions que les exportateurs de produits chimiques et de pesticides interdits sur le marché intérieur auraient à respecter pour pouvoir faire légalement le commerce de ces substances. En outre, à la dernière session du Conseil d'administration du PNUE, le Directeur exécutif avait été invité à réunir un groupe d'experts désignés par les gouvernements qui serait chargé de faire des recommandations concernant les mesures additionnelles qui étaient nécessaires afin de réduire les risques liés à un nombre limité de produits chimiques dangereux, soit en restant dans le cadre, soit en allant au-delà des procédures ICP existantes. S'agissant des mesures sanitaires et phytosanitaires, la délégation de la Suisse n'était pas opposée à ce qu'on examine les rapports entre l'Accord SPS et les travaux du Comité concernant les exportations de produits interdits sur le marché intérieur. L'intervenant a fait remarquer que le Protocole de Montréal et que la Convention de Bâle étaient entrés en vigueur en 1989 et en 1992, respectivement, et que d'autres instruments étaient également très récents. Néanmoins, une première analyse révélait que leur mise en oeuvre avait progressé, même si certains points précis concernant les exportations étaient encore difficiles à évaluer.

91. Le représentant des Communautés européennes a dit que plusieurs événements étaient survenus depuis le débat qui avait eu lieu à la réunion de février concernant les produits interdits sur le marché intérieur. Premièrement, le Conseil d'administration du PNUE avait adopté en mai 1995 une décision visant à mettre au point un instrument juridiquement contraignant concernant l'application de la procédure ICP au commerce international de certains produits chimiques dangereux. La délégation communautaire était tout à fait en faveur de l'organisation d'une conférence internationale en vue de l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant concernant l'application de la procédure ICP. Elle appuyait aussi la formation d'un groupe d'experts désignés par les gouvernements qui serait chargé de faire des recommandations à la dix-neuvième session du Conseil d'administration concernant les mesures additionnelles qui pourraient éventuellement être prises pour réduire davantage les risques posés dans ce domaine.

92. L'intervenant a noté que la Commission des Communautés européennes avait organisé et présidé à Bruxelles, du 5 au 8 juillet 1995, une conférence sur le commerce international des produits chimiques dangereux. Cette conférence avait pour but: i) d'évaluer l'efficacité du Règlement n° 2455/92 du Conseil concernant les exportations et importations de certains produits chimiques dangereux; ii) de discuter du rôle des milieux industriels et commerciaux dans le cadre des mécanismes de notification et des dispositions ICP; iii) d'analyser la situation, notamment dans les pays en développement, concernant la gestion des produits chimiques de manière générale et les procédures d'échange de renseignements relatifs aux produits chimiques de manière plus particulière; et iv) de définir les éléments qui pourraient être pris en compte dans les mesures et les politiques à venir dans ce domaine. Trente-sept pays étaient représentés; étaient également présents des représentants d'organisations internationales, de l'industrie, des milieux commerciaux et des ONG. Tous les participants avaient joué un rôle actif et contribué utilement au débat. Les pays en développement avaient souligné, dans les conclusions, qu'ils avaient besoin de formation, de moyens et d'assistance technique lorsqu'ils devaient prendre

des décisions concernant l'importation, l'utilisation, la manutention, le recyclage, la récupération et l'élimination finale de déchets ou d'autres produits chimiques dangereux. Il avait également été souligné qu'il fallait déployer des efforts pour améliorer l'accès à l'information et accroître la transparence, simplifier les formalités (notamment en matière douanière) et harmoniser les documents et les mécanismes de notification. Comme il serait utile que le Comité soit informé de ces résultats, les Communautés européennes communiqueraient au Secrétariat le rapport final et les conclusions afin qu'ils soient distribués.

93. La délégation des Communautés européennes a estimé que le Comité pourrait dans une certaine mesure jouer un triple rôle. Il pourrait: i) combler les lacunes; ii) améliorer les mécanismes existants; et iii) jouer un rôle incitatif. Il convenait d'examiner attentivement le degré de complémentarité avec d'autres instruments internationaux pour que le rôle du Comité soit le plus utile possible. De toute manière, le Comité ne devrait pas aller au-delà de ses compétences. Comme il avait été indiqué dans le document WT/CTE/W/6, les compétences et les moyens nécessaires pour identifier les lacunes et améliorer les procédures existantes n'existaient pas à ce stade et de nombreuses questions techniques demeuraient sans réponse. Par conséquent, dans un premier temps, il était essentiel de définir les problèmes qui se posaient dans la pratique aux pays importateurs: produits spécifiques, notamment ceux qui n'étaient pas visés par des instruments internationaux, difficultés rencontrées pour l'établissement de notifications et les échanges de renseignements, mesures de contrôle à la frontière et procédures de consultation. Dans un deuxième temps, le Comité pourrait examiner différentes façons de trouver des solutions efficaces et pratiques. Pour la délégation communautaire, le Comité devrait procéder cas par cas et, lorsqu'il constatait des déficiences, privilégier la coordination et la complémentarité avec les instruments internationaux existants et potentiels. Comme des travaux de fond seraient nécessaires pour effectuer une analyse exhaustive, la proposition présentée par les délégations du Nigéria et du Sénégal en vue de créer un groupe technique d'experts méritait d'être examinée favorablement.

94. Le représentant des Etats-Unis a dit que la délégation américaine était toujours disposée à contribuer de manière constructive au débat sur cette question. Le point de vue selon lequel les travaux dans ce domaine ne devraient pas faire double emploi avec ceux d'autres organisations internationales semblait largement partagé. La délégation des Etats-Unis encourageait les travaux qui se poursuivaient au PNUE et à la FAO concernant une procédure ICP juridiquement contraignante. L'intervenant a indiqué qu'il serait utile de demander dans un proche avenir aux secrétariats concernés de fournir au Comité un exposé sur le régime ICP actuel et sur l'élaboration d'une procédure ICP juridiquement contraignante. D'après ce que la délégation des Etats-Unis savait du régime ICP, il y avait lieu pour le Comité d'être modeste. Par exemple, dans le cadre du régime ICP actuel, on procédait à une vérification des notifications pour s'assurer qu'elles satisfaisaient aux critères du régime avant de leur donner un statut quelconque. Ce dispositif s'était avéré utile car il permettait d'écarter les notifications qui n'auraient pas dû être présentées.

95. Lorsque l'on se pencherait sur cette question, il faudrait se demander comment l'OMC pourrait prévoir des sauvegardes pour éviter de donner crédit à des notifications de produits qui n'étaient pas véritablement interdits ni strictement réglementés pour des raisons de santé ou de protection de l'environnement. Les pays les plus intéressés par cette question avaient déjà déclaré que le Comité devrait chercher avant tout à combler les lacunes existant dans le champ d'application des accords internationaux en vigueur. Sauf erreur, il avait été question notamment des produits de consommation, des machines et des produits pharmaceutiques. L'essentiel du débat concernant les problèmes auxquels étaient confrontés les pays en développement en raison des exportations de produits interdits sur le marché intérieur avait surtout porté sur des produits qui étaient désormais soumis aux Directives de Londres et à la Convention de Bâle ou qui seraient bientôt soumis à la procédure ICP juridiquement contraignante. La délégation des Etats-Unis partageait le point de vue exprimé par celle des Communautés européennes selon lequel il serait utile de réunir de plus amples informations sur les difficultés concrètes auxquelles se heurtaient les pays en développement du fait d'échanges commerciaux

dans des domaines où il y avait des lacunes. L'intervenant a souligné que la délégation des Etats-Unis participerait de manière constructive au débat concernant les produits interdits sur le marché intérieur, mais qu'elle réservait sa position sur l'issue des discussions et sur les résultats, qui devraient faire partie d'un ensemble plus large. L'intervenant a ajouté qu'il comprenait l'esprit dans lequel les délégations du Nigéria et du Sénégal avaient présenté leur proposition, qui visait à inciter le Comité à adopter une démarche plus active, et c'est en ayant cela en tête que la délégation des Etats-Unis la prendrait en considération au moment de faire le bilan.

96. Il a été convenu que le Président, tout en préparant le bilan, entreprendrait des consultations informelles au sujet de la proposition qui avait été présentée par les délégations du Nigéria et du Sénégal de même qu'au sujet d'autres propositions, comme celle de la délégation du Brésil, afin de déterminer la marche à suivre concernant ce point du programme de travail.

#### Autres points

##### Point 8 du programme de travail:

##### Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

97. La représentante de l'Egypte a complété la déclaration qui avait été faite par la délégation de son pays à la réunion de juin, laquelle avait porté principalement sur l'environnement et les ADPIC, et elle a souligné l'importance que la délégation égyptienne attachait à cette question. L'intervenante a rappelé qu'il avait été décidé à la dernière réunion de poursuivre le débat sur la compatibilité et la complémentarité de l'Accord sur les ADPIC et des accords environnementaux multilatéraux, notamment la Convention sur la diversité biologique et le Protocole de Montréal. Etant donné le nombre de points importants qui avaient été soulevés concernant les ADPIC et l'environnement, le Comité se devait de poursuivre l'examen de cette question, d'autant plus que le sujet était encore mal connu de nombreuses délégations. A cet égard, l'intervenante a demandé au Secrétariat d'examiner la question dans un cadre plus analytique de manière à compléter le document WT/CTE/W/8.

98. L'intervenante a rappelé que la délégation de la Corée et d'autres délégations avaient demandé que des travaux de fond et d'analyse plus poussés soient effectués, notamment au sujet des articles 27:2 et 31, qui concernaient les licences obligatoires. La question de l'interprétation qu'il fallait donner à l'article 27:2 restait entière; il pouvait être interprété de manière étroite, auquel cas il reviendrait sans doute principalement aux pays en développement Membres d'établir le lien entre la protection conférée par le brevet et l'atteinte éventuelle à la vie des personnes, des animaux ou des végétaux, à la santé ou à l'environnement. Il pouvait aussi être interprété au sens large, de manière compatible avec le principe de précaution, qui était l'un des principes directeurs de la Convention sur la diversité biologique. L'intervenante a ajouté que le Comité devrait examiner - à l'aide d'un document d'analyse qui serait préparé par le Secrétariat - des solutions de rechange concernant l'interprétation de certaines questions, comme celle de savoir si l'interprétation de l'article XX était pertinente dans le contexte de l'Accord sur les ADPIC lorsqu'il était expressément question de diversité biologique et de l'exploitation durable des ressources génétiques, de savoir si l'esprit de la Convention sur la diversité biologique devrait l'emporter ou de savoir si la question devrait être laissée en suspens en attendant que des groupes spéciaux en soient saisis dans le cadre d'un différend. La délégation de l'Egypte a estimé que l'affaire était urgente et que ce point devrait être examiné plus à fond par le Comité en 1996, après qu'on eut fait le bilan en octobre; l'intervenante a donc proposé que le Secrétariat prépare un document pour décembre 1995 de manière à ce que le Comité puisse l'examiner au début de 1996.

99. Le représentant du Brésil a appuyé la proposition de la délégation de l'Egypte. Il a dit que l'exécution des obligations concernant les ADPIC au niveau national devrait tenir compte des dispositions des accords environnementaux multilatéraux, notamment de celles de la Convention sur la diversité

biologique concernant le transfert de technologie et le partage des avantages. Comme il avait été indiqué dans le document WT/CTE/W/8, l'Accord sur les ADPIC pourrait contribuer à faciliter l'accès à la technologie, en particulier grâce à l'application de quelques-uns de ses articles, notamment ceux concernant les incitations à transférer de la technologie, les licences obligatoires et la divulgation d'informations. En outre, il ne fallait pas oublier la situation particulière des pays en développement qui bénéficiaient d'une période de transition avant de devoir mettre en oeuvre intégralement l'Accord sur les ADPIC. D'ici à l'expiration de cette période, les négociations concernant la mise en oeuvre des dispositions des accords environnementaux multilatéraux relatives au transfert de technologie et au partage des avantages devraient porter entre autres sur les principes mutuellement convenus en matière de droits de propriété intellectuelle. Néanmoins, c'était probablement les législations internes qui influeraient le plus sur les conditions régissant le transfert de technologie et le partage des avantages. Par conséquent, il était important que le Comité et le Conseil des ADPIC puissent profiter des renseignements que seuls les gouvernements pouvaient leur fournir concernant la façon dont ils envisageaient de s'acquitter de leurs obligations aux termes de l'Accord sur les ADPIC, de manière à ce que les obligations relatives aux droits de propriété intellectuelle et la nécessité d'encourager un développement durable s'étaient mutuellement. A cet égard, le Secrétariat pourrait réunir des informations concernant la préparation des lois internes qui pourraient avoir une incidence sur la dimension commerciale des dispositions des accords environnementaux multilatéraux concernant les droits de propriété intellectuelle, ainsi que des renseignements sur les négociations ayant trait aux droits de propriété intellectuelle qui se poursuivaient dans d'autres organisations.

100. La Convention sur la diversité biologique présentait un intérêt particulier à cet égard; la réunion de la Conférence des Parties en novembre serait l'occasion d'amorcer le débat sur ces questions. Les travaux de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, qui venait de terminer sa première session, pourraient aussi être pertinents du point de vue de la mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC. L'intervenant a fait remarquer en particulier que cet organe pourrait peut-être contribuer dans quatre ans à la révision de l'article 27:3 b) concernant la possibilité d'exclure de la brevetabilité les micro-organismes. L'intervenant a ajouté que le Secrétariat devrait tenir compte, s'il réalisait une étude comme l'avait proposée la délégation de l'Egypte, du débat qui aurait lieu en novembre à l'occasion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique. La délégation du Brésil était d'avis que le régime multilatéral des droits de propriété intellectuelle ne pouvait pas influencer défavorablement sur la mise en oeuvre des dispositions des accords environnementaux multilatéraux qui s'y rapportaient. Néanmoins, il fallait reconnaître que le débat était à peine amorcé et qu'il faudrait encore quelque temps avant que des tendances claires se dessinent. C'est pourquoi l'intervenant a recommandé que le Comité et que le Conseil des ADPIC continuent d'examiner ce point à intervalles réguliers afin de contribuer au débat international.

101. Le Président a pris note des contributions des délégations de l'Egypte et du Brésil ainsi que des propositions qui avaient été faites concernant ce point et qui seraient examinées au moment de faire le bilan. L'un des objectifs de cet exercice pourrait être de définir les questions qui nécessiteraient d'autres études de la part du Secrétariat.

#### Calendrier des réunions

102. Le Président a rappelé qu'il avait été convenu à la réunion de février qu'un bilan serait établi une fois que le Comité aurait terminé un premier examen de son programme de travail. Il a rappelé que ce bilan serait un élément important de la réunion d'octobre. Il a estimé que cet exercice permettrait au Comité de faire le point sur les différents éléments de son programme de travail et aux Membres d'élaborer un programme de travail pour le temps qui restait d'ici à la Conférence ministérielle. Il a été convenu que le Président tiendrait des consultations informelles individuelles avant la réunion d'octobre afin de préparer le bilan et le futur programme de travail du Comité.



103. Par ailleurs, le Président a fait savoir que des consultations informelles se poursuivraient concernant la demande qui avait été présentée par l'Organisation internationale de normalisation (ISO) pour obtenir le statut d'observateur. Il a également informé le Comité que l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) avaient elles aussi demandé le statut d'observateur. Il a été convenu de reporter à plus tard l'étude de ces demandes en attendant que les consultations nécessaires soient terminées.